

RAP- PORT D'ACTI- VITE 2015



**Est
Ensemble**
Grand Paris

SOMMAIRE

3

PRÉSENTATION

7

FINANCES

17

PRÉVENTION & VALORISATION
DES DÉCHETS

21

EAU & ASSAINISSEMENT

25

ENVIRONNEMENT
& ÉCOLOGIE URBAINE

29

AMÉNAGEMENT
& DÉPLACEMENT

34

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

39

HABITAT & RENOUVELLEMENT
URBAIN

43

EMPLOI, FORMATION
& INSERTION

47

POLITIQUE DE LA VILLE
& ACCÈS AU DROIT

51

CULTURE

55

SPORTS

59

RESSOURCES HUMAINES

64

BÂTIMENTS

68

MOYENS GÉNÉRAUX

71

COMMUNICATION

DIRECTION DE LA COMMUNICATION EST ENSEMBLE - DÉCEMBRE 2016.

CONCEPTION ET RÉALISATION : ba-ba :: Angélique Blanchard (www.angeliqueblanchard.com)

CRÉDITS PHOTOS : Agence François Leclercq (p.31) - Agence Hyl (p.32) - Comme Quoi (p.72) - Hervé Boutet (p.52) - Hugues-Marie Duclos (p.18, p.35, p.37, p.45) - Fiminco (p.33) - Nicolas Gallon (Contextes) (p.1) - Gaspard Gry (p.54, p.60) - Guillaume Ison / Ville de Bagnolet (p.20) - Laurent Julliand (Contextes) (p.46, p.50, p.53) - Marine Jumel (p.2) - Gaël Kerbaol (p.28, p.62) - Guillaume Le Baube (p.40) - Camille Millerand (couverture, p.2) - Corinne Rozotte (p.57, p.58, p.65, p.67, p.69, p.70, p.73) - Anthony Voisin (p.24, p.26, p.36).

Ce document constitue une adaptation du rapport d'activité d'Est Ensemble tel qu'adopté par le Conseil de territoire le 5 juillet 2016 au titre de l'article L5211-39 du CGCT. La version adoptée est disponible sur demande auprès de la Communauté d'agglomération (communication@est-ensemble.fr ou 01 79 64 54 54).



L'année 2015, la cinquième de plein exercice d'Est Ensemble, nous a permis de consolider l'action intercommunale auprès de nos habitants. Beaucoup a été fait, et tant reste encore à faire.

Je souhaiterais rappeler nos actions au quotidien pour les habitants d'Est Ensemble. Car elles sont nombreuses et variées. Sans être exhaustif, je commencerai par la culture. Car savez-vous qu'Est Ensemble c'est plus de 600 professionnels dans le monde de la culture ? Enseignants, musiciens, projectionniste, bibliothécaires... De nombreux métiers au plus près des publics que nous accompagnons chaque jour. Pour offrir un cinéma de qualité accessible à tous, un accès à la lecture facilité, dynamique et enthousiaste, un accès à la danse, au théâtre, à la musique en tout genre pour le plus grand nombre.

Est Ensemble vous accompagne chaque jour aussi pour mieux consommer, mieux trier, mieux jeter, et mieux réemployer. Est Ensemble c'est aussi des piscines rénovées, accueillantes et ouvertes à un large public scolaire, pour que les enfants d'Est Ensemble sachent tous nager en entrant au collège.

Est Ensemble c'est aussi construire, aménager, installer des nouvelles familles, de nouvelles entreprises, repenser le territoire pour qu'il soit plus attractif, qu'il permette un vivre-ensemble, et un « vivre-mieux » reconnu bien au-delà de notre territoire.

Je pourrais évoquer notre compétence eau et assainissement, ou encore notre politique en matière d'écologie urbaine et environnementale, notre soutien à l'aménagement numérique de notre territoire, notre action centrale en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain, notre politique de lutte contre l'habitat indigne et insalubre.

Dans l'ensemble de ces secteurs, 2015 aura été une année de belles réussites, et de reconnaissance par les acteurs locaux et nationaux de notre action.

L'année 2015 a aussi et surtout été l'année de la préparation de l'entrée au sein de la Métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016. Nous étions prêts. Car nous avons pris de l'avance en nous constituant en Agglomération cinq ans auparavant. Notre périmètre n'a pas été modifié, et nos compétences ont été confirmées. Autant de décisions venant conforter nos décisions passées, notre désir de faire avec neuf communes, un seul territoire solidaire.

Je souhaite remercier l'ensemble des élus investis à mes côtés pour porter ce beau projet d'action intercommunale, faire plus et mieux ensemble.

Je remercie enfin l'ensemble de l'administration d'Est Ensemble, les plus de 1200 agents investis chaque jour pour faire de notre projet une belle réussite.

GÉRARD COSME,
Président



2015

a été pour Est Ensemble l'année de la confirmation. Après une longue période d'instabilité institutionnelle, la loi a renforcé Est Ensemble tant dans ses compétences que dans son périmètre en en faisant un des douze territoires de la nouvelle Métropole du Grand Paris. Loin de les dissoudre, le législateur

a consacré les grandes intercommunalités de première couronne comme chevilles ouvrières de projets de territoire ambitieux capables de porter et d'accompagner la dynamique du Grand Paris.

Année de la confirmation, aussi, avec l'adoption des lignes directrices du Projet d'Est Ensemble. 2015 a en effet été marqué par la préparation et l'approbation des grands documents stratégiques. Le contrat de ville, le plan local de déplacement, le programme local de l'habitat, le projet urbain ou le plan climat ont permis de franchir une étape de plus de notre construction intercommunale. En particulier, Est Ensemble s'est doté d'un Projet de territoire ambitieux marqué la philosophie de « La Fabrique du Grand Paris ». Avec chacune des neuf communes membres, Est Ensemble dispose désormais d'une feuille de route claire pour agir en faveur de la solidarité et d'un développement soutenable du territoire. Cet exercice de planification était au cœur de l'Acte I d'Est Ensemble. Il était essentiel pour traduire opérationnellement le projet souhaité par les élus et constitue désormais un acquis sur lequel se fonde notre action au quotidien.

Cette démarche n'aurait par ailleurs pu voir le jour sans une nouvelle dynamique de coopération avec les villes du territoire. L'adoption du schéma de mutualisation et les multiples initiatives nouvelles de coopération entre les services municipaux et communautaires ont permis d'enrichir notre action territoriale. Ces coopérations forment une source inépuisable d'innovations et ancrent un collectif villes-agglo dans une dynamique de projets.

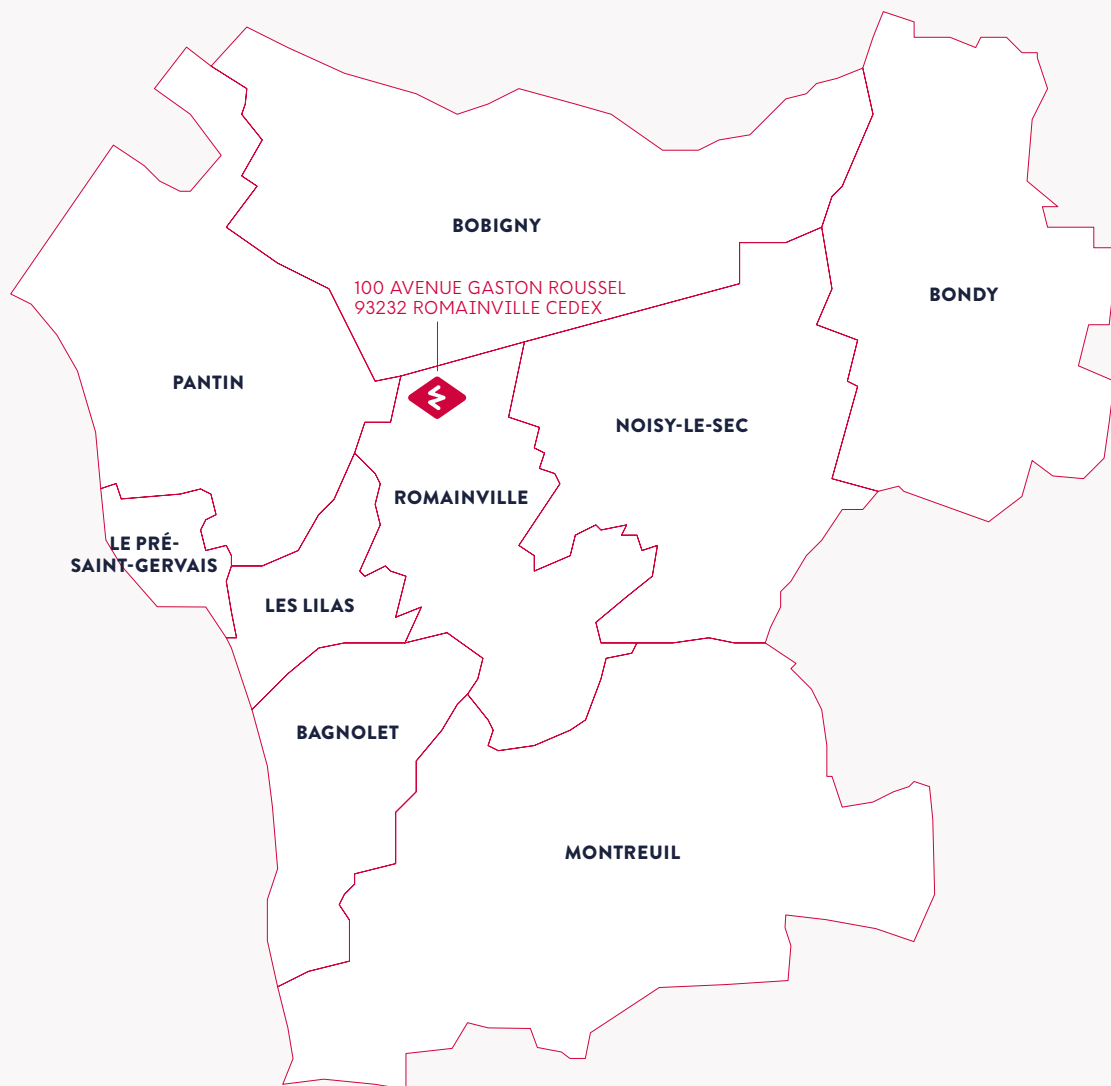
Cette année, Est Ensemble a également fait beaucoup au service des usagers du territoire. Les équipes au sein des équipements culturels, sportifs, d'emploi, d'insertion ou de développement économique ou celles en charge de la propreté urbaine font vivre chaque jour le projet de territoire.

Rendre un service public de qualité et moderne constitue le quotidien des plus de 1100 agents de la communauté d'agglomération. Dans un contexte marqué par le drame des attentats de Paris, cette mission de service public constitue un repère indispensable. Je souhaitais ici remercier l'ensemble des agents de la collectivité pour leur engagement au quotidien au service des habitants et du territoire.

CHRISTOPHE MACÉ,
Directeur général des services

**PRÉ-
SEN-
TA-
TION**

LE TERRITOIRE D'EST ENSEMBLE



9 VILLES

3 850 HECTARES

152 000 EMPLOIS

**28 000
ENTREPRISES**

401 000
HABITANTS

3 LIGNES
DE TRAMWAY

① ③ ④

5 LIGNES
DE MÉTRO

③ ⑤ ⑦ ⑨ ⑪

1 LIGNE DE RER

ⓔ

**OBJECTIF
+ 2 800 LOGEMENTS
PAR AN**

3 GRANDS PROJETS
DE TERRITOIRE
QUI TOTALISENT
PLUS DE
1 800 000 M²
CONSTRUCTIBLES

INSTANCES COMMUNAUTAIRES

Est Ensemble était administré en 2015 par un Conseil communautaire composé de délégués élu-e-s au sein de chacun des conseils municipaux des neuf communes membres, et présidé par Gérard Cosme.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Il a pour mission de concevoir, mettre en œuvre et administrer les politiques décidées par le Conseil communautaire. Il est composé d'un président, de vice-présidents, de conseillers délégués et des maires sans délégation qui siègent mais ne votent pas.

Gérard COSME,
Président
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Nathalie BERLU,
1^{re} vice-présidente
Ressources Humaine
& dialogue social
PANTIN

Jean-Charles NÈGRE,
2^e vice-président
Aménagement durable
MONTREUIL

Karamoko SISSOKO,
3^e vice-président
Sports
BAGNOLET

Faysa BOUTERFASS,
4^e vice-présidente
Politique de la ville
& Cohésion sociale
BOBIGNY

Ali ZAH,
5^e vice-président
Développement
économique & artisanal
BONDY

Christian LAGRANGE,
6^e vice-président
Eau & Assainissement
LES LILAS

Marie-Rose HARENGER,
7^e vice-présidente
Collecte, prévention et
valorisation des déchets
NOISY-LE-SEC

Philippe GUGLIELMI,
8^e vice-président
Déplacements & mobilité
ROMAINVILLE

Jimmy PARAT,
9^e vice-président
Rénovation urbaine
& habitat indigne
BAGNOLET

Christian BARTHOLME,
10^e vice-président
Développement durable
& Agenda 21
BOBIGNY

Sylvie BADOUX,
11^e vice-présidente
Emploi, Insertion
& Formation
BONDY

Mireille ALPHONSE,
12^e vice-présidente
Protection et mise en valeur
de l'environnement
MONTREUIL

Dref MENDACI,
13^e vice-président
Aménagement numérique
& concertations
NOISY-LE-SEC

François BIRBES,
14^e vice-président
Finances
PANTIN

Djeneba KEITA,
15^e vice-présidente
Economie sociale & solidaire
MONTREUIL

Jacques CHAMPION,
Conseiller délégué
Politique locale de l'Habitat
ROMAINVILLE

Patrick SOLLIER,
Conseiller délégué
Culture
BONDY

Claude ERMOGENI,
Conseiller délégué
Territoire de la Plaine
du Canal de l'Ourcq
LES LILAS

Bruno MARIELLE,
Conseiller délégué
Territoire du Plateau
et de la Corniche
MONTREUIL

Alain PÉRIÈS,
Conseiller délégué
Territoire du Faubourg
PANTIN

Patrice BESSAC,
Maire
MONTREUIL

Stéphane DE PAOLI,
Maire
BOBIGNY

Tony DI MARTINO,
Maire
BAGNOLET

Daniel GUIRAUD,
Maire
LES LILAS

Bertrand KERN,
Maire
PANTIN

Laurent RIVOIRE,
Maire
NOISY-LE-SEC

Sylvine THOMASSIN,
Maire
BONDY

Corinne VALLS,
Maire
ROMAINVILLE

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Assemblée délibérante d'Est Ensemble, il est composé de 91 représentants issus des neuf communes d'Est Ensemble, élus au suffrage universel direct lors des élections municipales.

Kahina AIROUCHE
BOBIGNY

Hassina AMBOLET
BONDY

David AMSTERDAMER
PANTIN

Samir AMZIANE
PANTIN

Anna ANGELI
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Corinne ATZORI
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Madigata BARADJI
BONDY

Claude BARTOLONE
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Lionel BENHAROUS
LES LILAS

Thu Van BLANCHARD
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Véronique BOURDAIS
MONTREUIL

Geoffrey CARVALHINHO
PANTIN

Claire CAUCHEMEZ
BONDY

Aline CHARRON
BOBIGNY

Marie COLOU
BAGNOLET

Laurence CORDEAU
NOISY-LE-SEC

Madeline DA SILVA
LES LILAS

Sofa DAUVERGNE
ROMAINVILLE

Olivier DELEU
NOISY-LE-SEC

Anne DÉO
NOISY-LE-SEC

Ibrahim DUFRICHE-SOILIHI
MONTREUIL

Camille FALQUE
LES LILAS

Florian FAVIER WAGENAAR
ROMAINVILLE

Mireille FERRI
BAGNOLET

Asma GASRI
ROMAINVILLE

Riva GHERCHANOC
MONTREUIL

Virginie GRAND
LES LILAS

Karim HAMRANI
NOISY-LE-SEC

Stephen HERVÉ
BONDY

Laurent JAMET
BAGNOLET

Yveline JEN
NOISY-LE-SEC

Françoise KERN
PANTIN

Véronique LACOMBE-MAURIÈS
BONDY

Manon LAPORTE
MONTREUIL

Magalie LE FRANC
BOBIGNY

Martine LEGRAND
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Agathe LESCURE
MONTREUIL

Hervé LEUCI
BOBIGNY

Alexie LORCA
MONTREUIL

Dalila MAAZAOUI-ACHI
BONDY

Christine MADRELLE
LES LILAS

Cheikh MAMADOU
MONTREUIL

Fatima MARIE-SAINTÉ
BOBIGNY

Mathieu MONOT
PANTIN

Charline NICOLAS
PANTIN

Mathias OTT
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Brigitte PLISSON
PANTIN

Nordine RAHMANI
MONTREUIL

Nicole REVIDON
ROMAINVILLE

Gilles ROBEL
MONTREUIL

Abdel SADI
BOBIGNY

Pierre SARDOU
BAGNOLET

Olivier SARRABEYROUSE
NOISY-LE-SEC

Danièle SENEZ
BAGNOLET

Catherine SIRE
LE PRÉ SAINT-GERVAIS

Sophie SOGLO-BERNHARDT
MONTREUIL

Olivier STERN
MONTREUIL

Émilie TRIGO
BAGNOLET

Michel VIOIX
BONDY

Mouna VIPREY
MONTREUIL

Stéphane WEISSELBERG
ROMAINVILLE

Youssef ZAOU
BOBIGNY

**FI-
NAN-
CES**

EST ENSEMBLE EXERCE TROIS PRINCIPALES MISSIONS :

ASSURER le pilotage de la préparation et l'organisation des cycles budgétaires, mettre en œuvre et suivre les autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP), et développer la comptabilité analytique et l'analyse des coûts.

ASSURER la qualité et la fiabilité comptable : organisation et gestion de l'exécution des dépenses et recettes, animation et organisation de la déconcentration comptable, suivi et organisation des régies d'avance et de recettes, suivi et amélioration des délais de paiement, suivi des subventions et des financements.

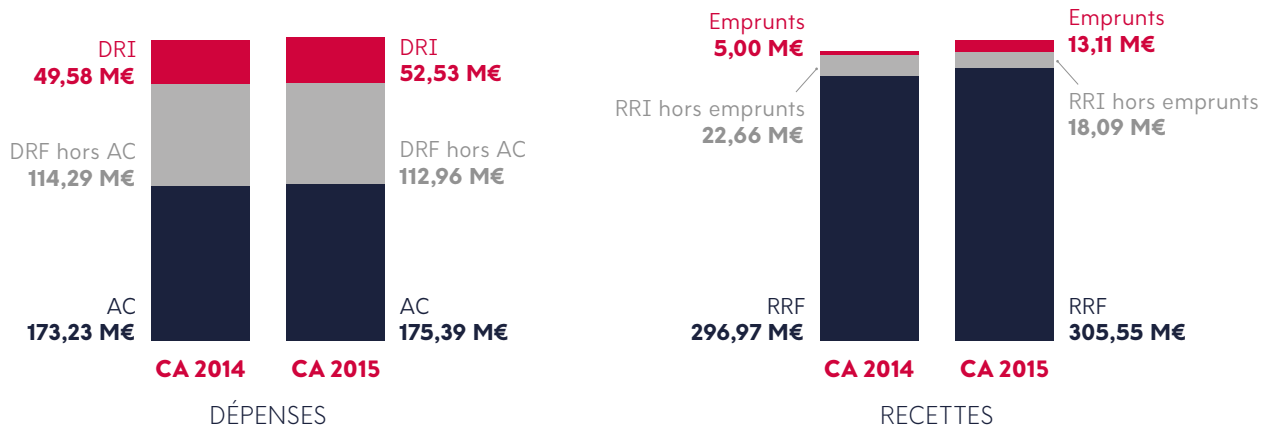
DÉVELOPPER des outils de pilotage pluriannuel et de prospective financière (PPI, analyse fiscale, programmation physico-financière avec les services.), mais aussi organiser la gestion de la dette et de la trésorerie, suivre les travaux de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), assurer un rôle de conseil en gestion.

Organisée sur le mode déconcentré, la fonction financière a connu **QUELQUES CHANGEMENTS EN 2015**, qui préfigurent une modification profonde de l'organisation et, ce, dès fin 2015. Plusieurs dossiers notables ont été menés avec succès :

- **Première phase de dématérialisation**, portant sur les mandats et titres de recettes, en lien avec le développement du nouveau protocole d'échange PESv2
- **Bouclage du dossier de l'attribution de compensation**, avec l'adoption du rapport de la CLECT, mis au point lors de la réunion du 18 novembre 2015 : les attributions de compensation des années 2010 à 2015 ont été adoptées de façon définitive.
- **Construction du changement de statut juridique à l'occasion de l'entrée dans la Métropole du Grand Paris** : organisation d'une clôture anticipée et travail partenarial avec le comptable public, la direction départementale des finances publiques et les villes.
- **Reconstruction de la relation avec les villes** par la réactivation du groupe de travail des directeurs financiers, notamment sur le sujet du changement intervenu au 1^{er} janvier 2016.

UNE SITUATION FINANCIÈRE ASSAINIE, AVEC UN RESSAUT EXCEPTIONNEL DE L'ÉPARGNE

PRÉSENTATION CONSOLIDÉE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015*

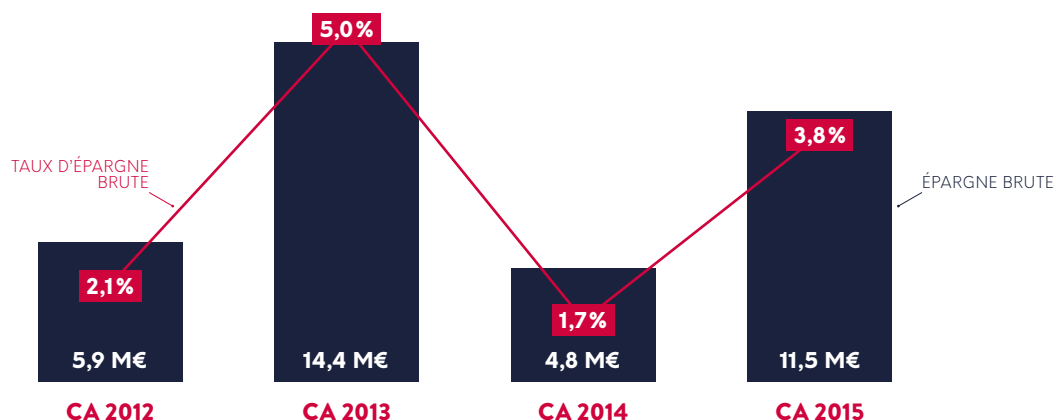


L'ÉPARGNE BRUTE (11,5 M€) affiche un ressaut sensible (+6,7 M€) entre 2014 et 2015, sans revenir au niveau constaté à l'issue de l'exercice 2013. Cette évolution combine une progression maîtrisée des dépenses de fonctionnement sur l'exercice (+0,2%) alors même que la fiscalité profite de la dynamique exceptionnelle et conjoncturelle de certaines taxes (+2,5%). L'excédent ainsi dégagé en fonctionnement doit constituer le premier levier pour assurer la réalisation d'un programme d'investissement qui demeure très conséquent, et ce d'autant plus que l'épargne du budget principal doit également couvrir les besoins du budget annexe des projets d'aménagement.

DRF : Dépenses réelles de fonctionnement
DRI : Dépenses réelles d'investissement
RRF : Recettes réelles de fonctionnement
RRI : Recettes réelles d'investissement

*Hors restes à réaliser, résultats affectés, flux entre budgets et opérations de trésorerie sur emprunts revolving.

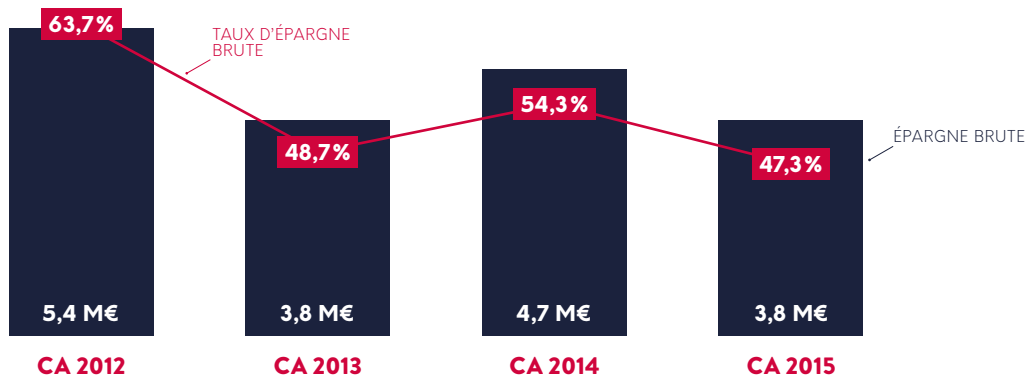
ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE DU BUDGET PRINCIPAL



À l'inverse **L'ÉPARGNE BRUTE DU BUDGET**

ASSAINISSEMENT se dégrade légèrement à 3,8 M€.

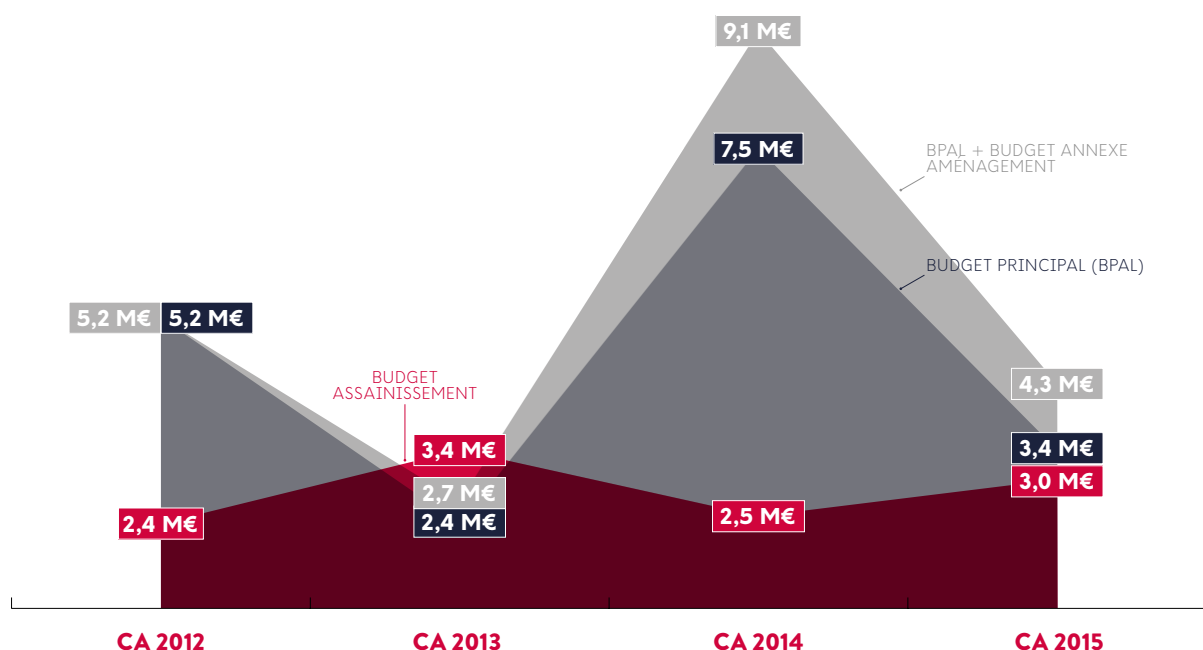
Le taux d'épargne brute atteint son niveau le plus bas de la période alors même que le programme des investissements en cours et à venir progresse très sensiblement qui justifiera de recourir à nouveau à l'emprunt.



LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT mesure le nombre d'années nécessaires pour rembourser la totalité du capital de la dette restant dû de la dette en y consacrant l'intégralité de son épargne brute. Cet indicateur théorique permet notamment d'apprécier la soutenabilité du recours à l'emprunt pour réaliser un programme d'investissement. Concernant le budget principal et le budget annexe des projets d'aménagement, la capacité de désendettement diminue nettement en 2015.

Cette évolution positive résulte, d'une part, de l'amélioration commentée ci-dessus du taux d'épargne brute mais aussi du moindre recours à l'emprunt qu'a permis l'utilisation d'une ligne de trésorerie et plus certainement le décalage de réalisation de plusieurs dépenses d'investissement. En cela, la diminution de la capacité de désendettement doit s'analyser comme un phénomène essentiellement conjoncturel.

ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT D'EST ENSEMBLE



LE BUDGET PRINCIPAL



Au compte administratif 2015, les recettes réelles¹ progressent de 3,4 % pour atteindre 315,06 M€ ; la croissance est plus mesurée hors emprunt à +0,9 %. Cette croissance masque une différence d'évolution entre celles de la section de fonctionnement et liées à l'investissement.

Dans le premier cas, la dynamique exceptionnelle de certaines recettes fiscales (TEOM, CVAE, TH) est la principale justification de la hausse de +2,5 % constatée entre 2014 et 2015 (de 288,59 M€ à 295,76 M€).

À l'inverse, les recettes d'investissement hors emprunt baissent très sensiblement de -29,8 % par rapport à 2014, en raison de la perception moindre de subventions en lien direct avec l'avancée des opérations. La croissance faciale des recettes d'investissement (+18,8 % pour atteindre 19,31 M€) reflète en fait celle de l'endettement d'Est Ensemble.

Côté dépenses, et conformément aux engagements pris à l'occasion du vote du budget primitif consolidés tout au long de l'exercice, la croissance apparaît maîtrisée avec une hausse limitée à +0,2 % entre 2014 et 2015 (de 283,77 M€ à 284,3 M€), effort particulièrement notable en matière de dépenses de personnel et charges associées.

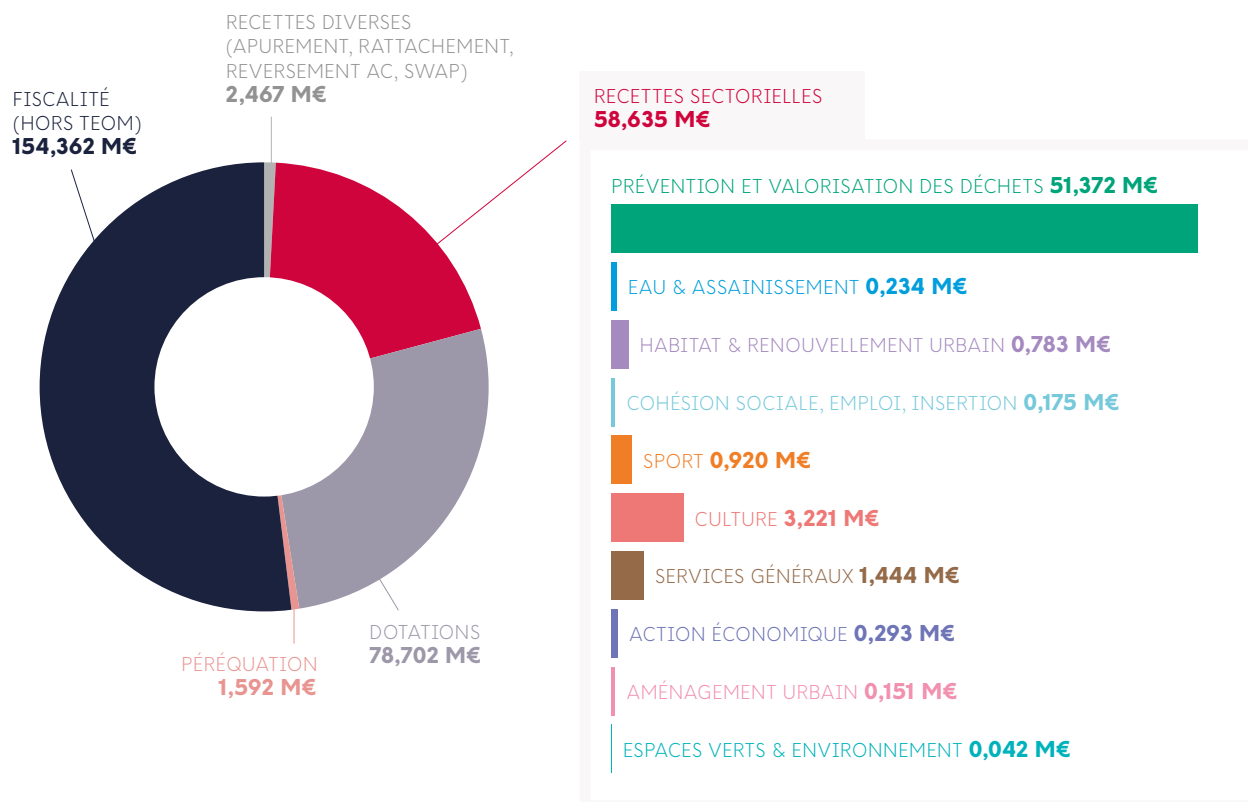
En dépit d'ajustements à la baisse en cours d'exercice, notamment pour prendre en compte le calendrier opérationnel des projets, le niveau de l'investissement reste soutenu autour de 32 M€ (-5,5 % entre 2014 et 2015).

¹ Entendues hors inscriptions liées au résultat (R001, R002 et 1068) et aux opérations sur lignes de trésorerie (16449).

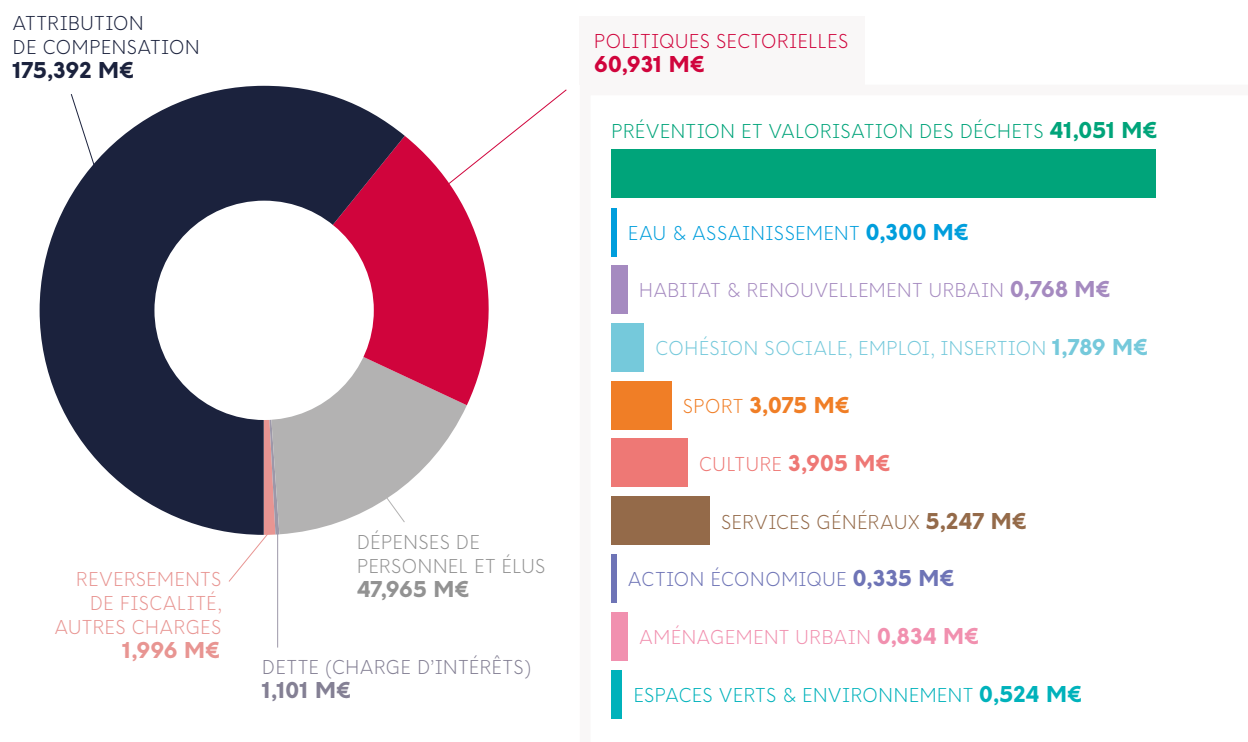
En dépit d'ajustements à la baisse en cours d'exercice, notamment pour prendre en compte le calendrier opérationnel des projets, le niveau de

l'investissement reste soutenu autour de 32 M€ (-5,5 % entre 2014 et 2015).

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

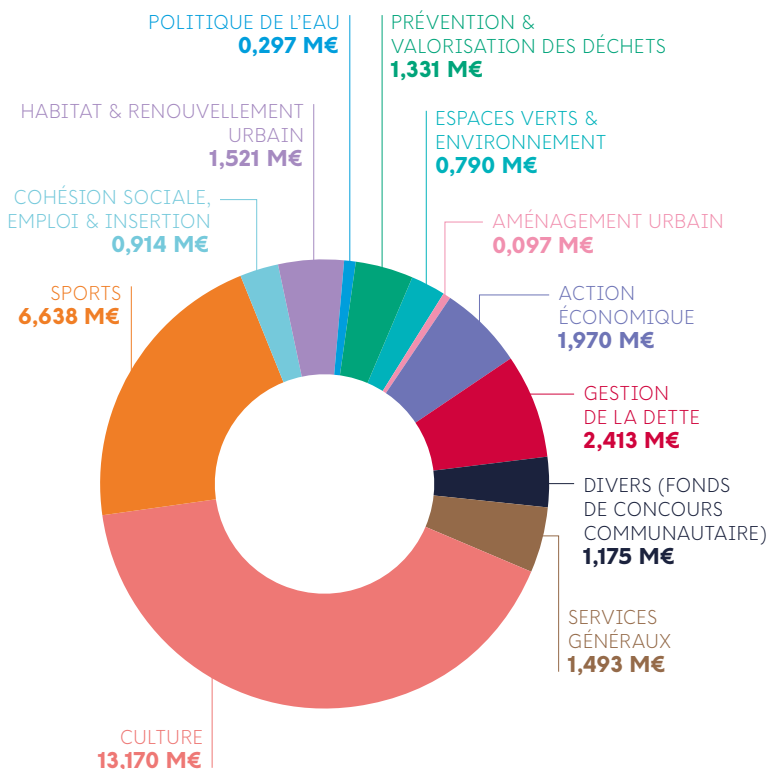
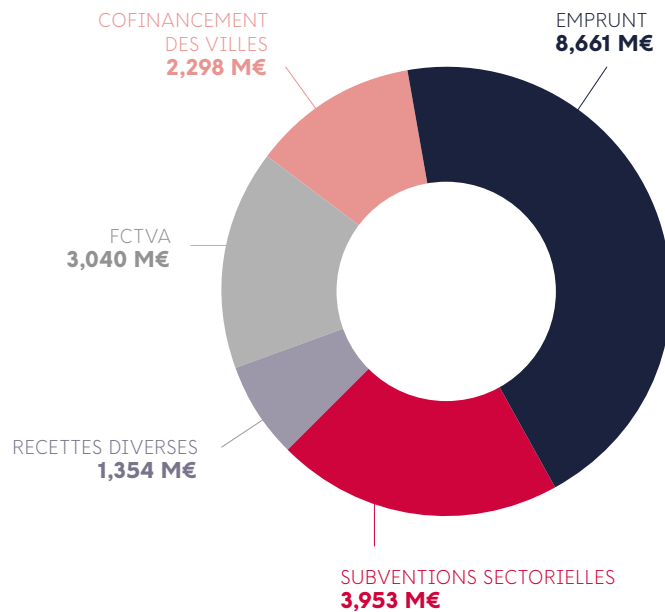


RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

hors emprunt baissent très sensiblement de -29,8 % par rapport à 2014, en raison de la perception moindre de subventions en lien direct avec l'avancée des opérations. La croissance faciale des recettes d'investissement (+18,8 % pour atteindre 19,31 M€) reflète en fait celle de l'endettement d'Est Ensemble.



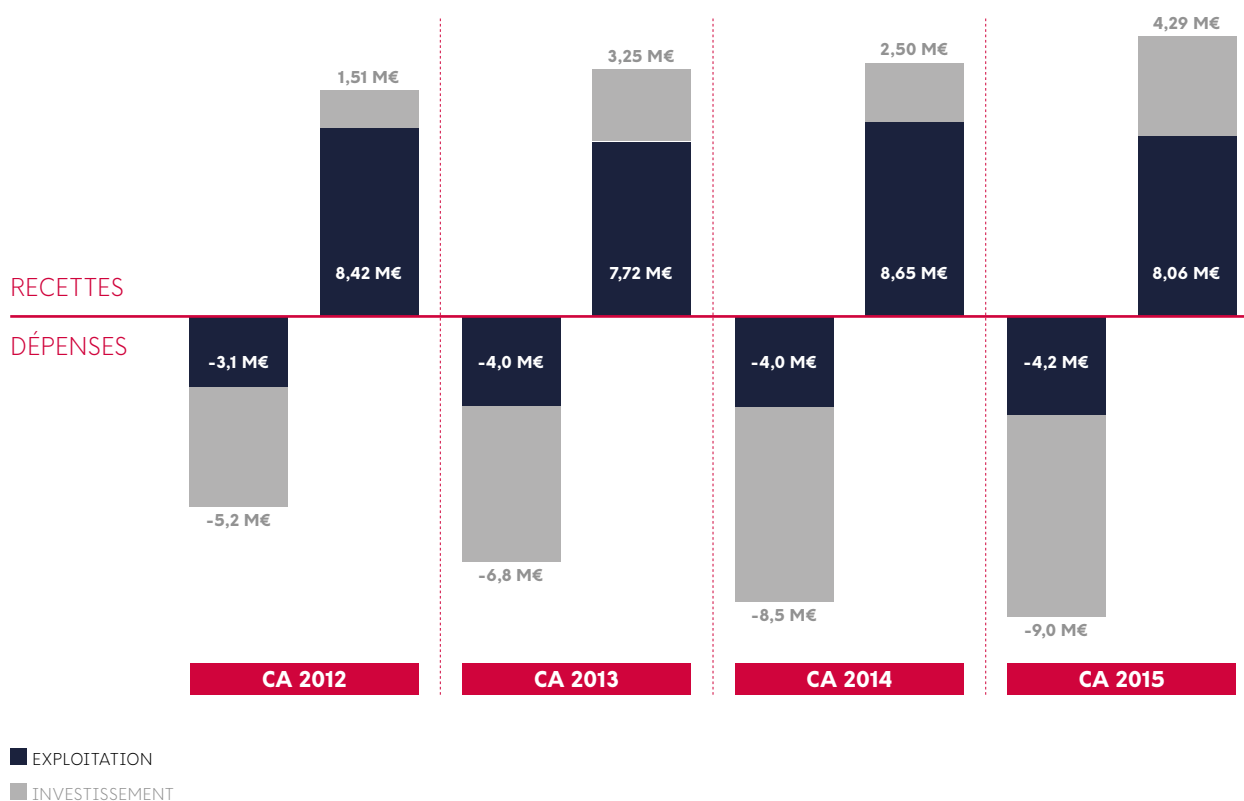
Pour la seconde année consécutive, malgré un léger recul par rapport à 2014 (-5,5 %), **LES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT** (hors inscriptions liées au résultat et aux opérations sur lignes de trésorerie) dépassent sur le budget principal les 30 M€, confirmant l'effort soutenu d'Est Ensemble en faveur du développement de son territoire.

Leur décomposition fonctionnelle présentée dans le graphique ci-après confirme la prégnance des dépenses liées à la politique culturelle et sportive d'Est Ensemble, en lien avec la réalisation des importants projets de construction ou de réhabilitation d'équipements sur le territoire (piscine écologique de Montreuil, CRD de Romainville et Noisy-le-Sec, Cinéma Méliès...). Ces deux secteurs concentrent plus de 60 % des dépenses en 2015.

Les autres domaines d'intervention (habitat, cohésion sociale, action économique, prévention et valorisation des déchets, espaces verts et environnement,.) oscillent entre 0,500 M€ et 2 M€ en fonction de l'avancée des projets de chaque secteur.

Il est à noter la baisse sensible des crédits alloués aux moyens généraux de la collectivité (de 3,3 M€ à 1,49 M€ entre 2014 et 2015) ainsi que la relative stabilité de la part réservée à l'amortissement du capital de la dette (2,4 M€ contre 2,7 M€ en 2014).

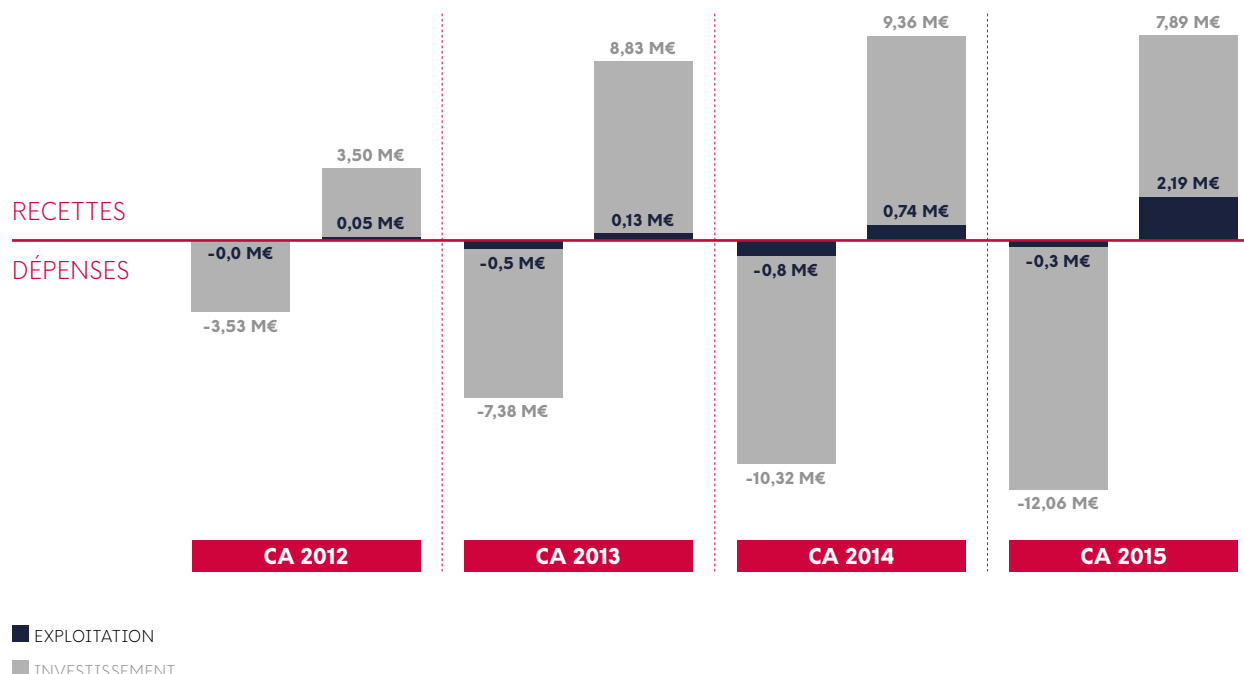
LE BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT



Les recettes réelles progressent entre 2014 et 2015 de 10,8 % pour atteindre 12,35 M€. La baisse en fonctionnement, affichée au compte administratif (-6,9 %), résulte principalement de la clôture anticipée de l'exercice suite au changement de statut d'Est Ensemble et du report de la perception d'une partie de la redevance d'assainissement en 2016. Concernant les recettes d'investissement, le ressaut entre 2014 et 2015 (+72 % à 4,29 M€ en 2015) est quant à lui le fait d'un ressaut conjoncturel de versement des subventions par l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN).

En dépenses, la progression est visible en fonctionnement (+7,3 % à 4,2 M€ dont une partie liée à la régularisation de pertes de recettes sur exercices antérieurs) comme en investissement (+5,5 % à 9 M€) en raison de la multiplication des interventions sur les ouvrages et de la réalisation de grands projets tels le dévoiement des réseaux du T1 ou l'élaboration du schéma des réseaux d'assainissement.

LE BUDGET ANNEXE DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT

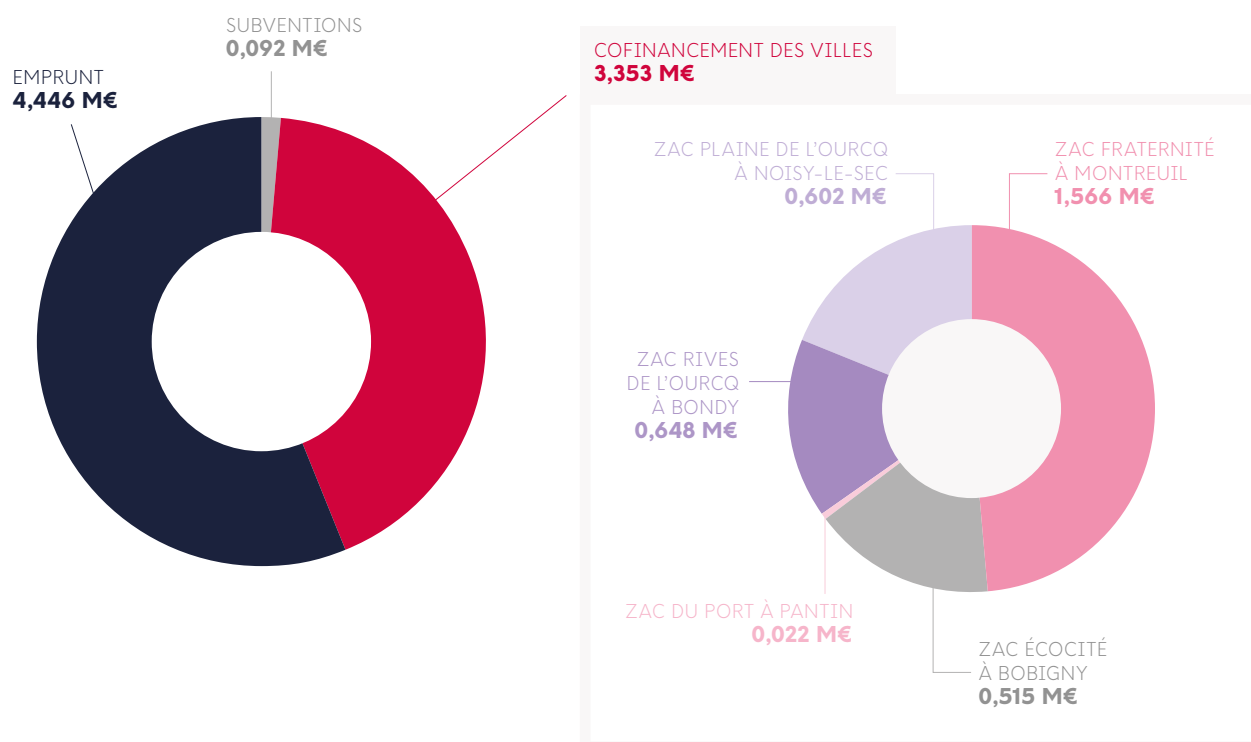


En recettes, comme en dépenses, la section de fonctionnement de ce budget annexe porte pour l'essentiel les écritures liées à l'avancement du projet de la ZAC du Centre-ville des Lilas commentées ci-après. Hors ce projet, la seule recette de fonctionnement de ce budget correspond à la participation à son équilibre du budget principal. Les écritures de la ZAC des Lilas sont spécifiques du fait de sa gestion en régie directe qui impose la tenue d'une comptabilité de stocks concrétisée par la passation annuelle d'écritures d'ordre ajustant la variation de l'encours. En 2015, les dépenses ont pour l'essentiel consisté dans l'acquisition de plusieurs locaux commerciaux en VEFA.

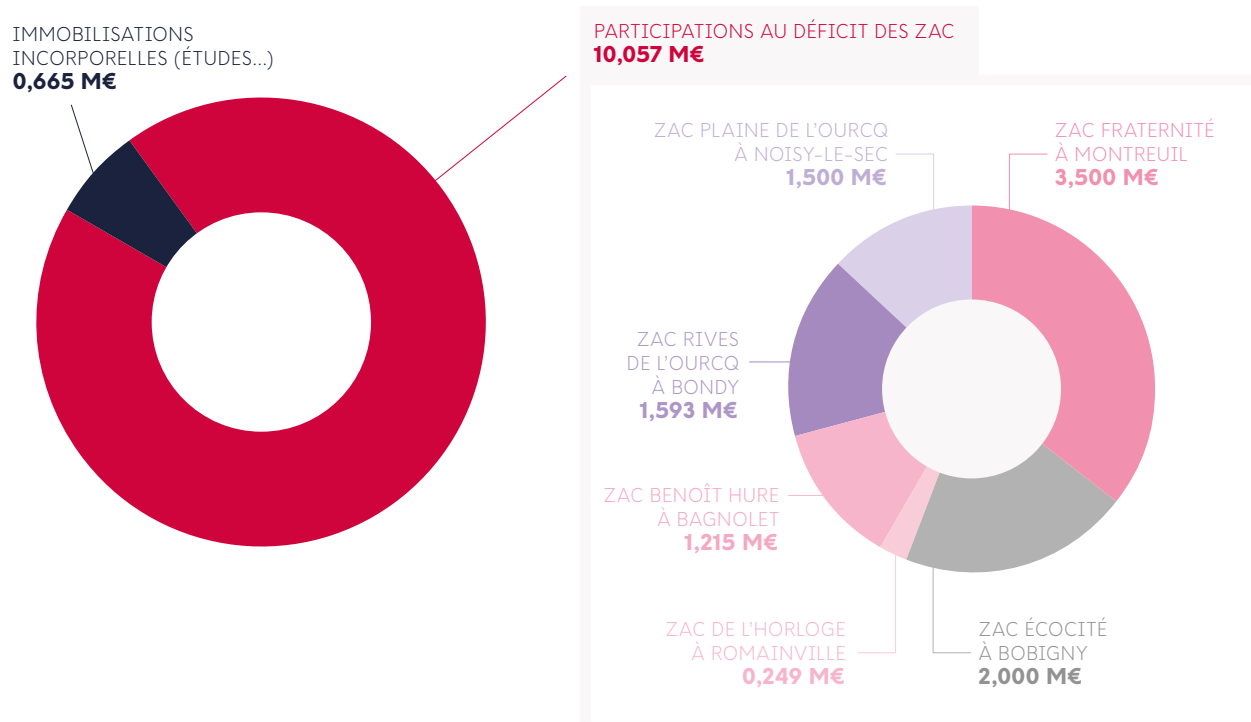
Parallèlement, quelques diagnostics et travaux de démolition sont intervenus sur différentes parcelles.

La section d'investissement reflète plus complètement les nombreux autres projets d'aménagement engagés sur le territoire d'Est Ensemble ; la progression des dépenses entre 2014 et 2015 (+16,8 % à 12,06 M€) est le reflet de leur avancée. La baisse des recettes qui passent de 9,36 M€ à 7,89 M€ (-16 %) est quant à elle le résultat d'une mobilisation de l'emprunt moindre en 2015 qu'en 2014 (de 6,3 M€ à 4,4 M€).

VENTILATION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT



VENTILATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



**PRÉVENTION
& VALORISATION
DES
DÉ-
CHETS**

2015 a été une année riche en lancement de projets avec toujours pour objectifs de réduire la quantité de déchets produits, de renforcer le tri et de garantir une qualité de service à l'usager.

ACTIONS DE PRÉVENTION

Depuis avril 2012, Est Ensemble a signé avec l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) un accord-cadre pour la mise en œuvre du Programme local de Prévention des déchets (PLPD).

L'objectif vise une diminution de 7% en 5 ans du ratio de production d'ordures ménagères par habitant. La performance atteinte fin 2015 est de -7,8% par rapport à 2012. Le PLPD paraît donc à même d'atteindre, voire dépasser, l'objectif contractuel au terme des 5 années.

De nombreuses actions ont été menées sur le territoire par les équipes d'Est Ensemble mais également par des associations via le lancement d'un appel à projets.

SENSIBILISER LES HABITANTS

Est Ensemble a réalisé, en partenariat avec les associations retenues dans le cadre de l'appel à projets PLPD, 232 animations sur tout le territoire, permettant de sensibiliser près de 9 280 personnes sur la consommation responsable et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

PROMOUVOIR LE COMPOSTAGE

Le maître-composteur d'Est Ensemble, aidé des associations a permis la mise en place de composteurs individuels : près de 5 000 foyers en sont équipés, chiffre qu'Est Ensemble souhaite doubler d'ici 2020. La promotion du compostage partagé s'est également poursuivie : 83 immeubles et 11 quartiers équipés. Pour atteindre ses objectifs, Est Ensemble a formé 44 nouveaux guides-composteurs et plus de 1 000 habitants sur l'année.



**PRÈS DE
5 000
FOYERS
ÉQUIPÉS EN
COMPOSTEURS**



**2 332
ANIMATIONS
MENÉES SUR LA
CONSOMMATION
RESPONSABLE**



COMPOSTEUR DE QUARTIER À MONTREUIL.

DONNER UNE NOUVELLE VIE AUX OBJETS USAGÉS

Avec les associations, l'action d'Est Ensemble a visé à mettre en réseau une trentaine d'acteurs du réemploi et à promouvoir la collecte des textiles.

APPEL À PROJETS « TERRITOIRES ZÉRO GASPILLAGE ZÉRO DÉCHETS »

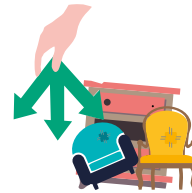
Lancé en juin 2015 par le gouvernement, l'appel à projets « territoires zéro gaspillage zéro déchets » vise à engager des territoires volontaires dans une démarche exemplaire et participative de réduction, réutilisation et recyclage de leurs déchets vers un modèle économique circulaire. Est Ensemble a répondu à l'appel à projet en partenariat avec le SYCTOM et a été retenu. La prochaine étape sera la signature d'un contrat d'objectifs avec l'ADEME, prévue pour 2016.



121 231

TONNES

COLLECTÉES D'ORDURES MÉNAGÈRES
8 599 TONNES D'EMBALLAGES
& **3 854** TONNES DE VERRE



7 780

TONNES

D'ENCOMBRANTS DÉPOSÉS,
19 463 EN DÉCHÈTERIES

TRI ET RECYCLAGE DES DÉCHETS

Les performances de tri sur le territoire disposent d'une marge d'amélioration importante. Les emballages multi-matériaux et les emballages en verre collectés sur le territoire représentent 12 450 tonnes sur l'année 2015, soit un tonnage équivalent à 2013 et 2014, signe d'un relâchement et d'une nécessité de communication.

LA SENSIBILISATION AU TRI

Les éco-animateurs ont pour mission de sensibiliser les habitants sur les modalités pratiques de tri des déchets grâce à des outils mis au point par Est Ensemble : guide du tri, aide-mémoire, calendrier de collecte. Près de 7 500 logements ont été démarchés en porte-à-porte sur l'année. Une sensibilisation a été réalisée auprès de plus de 400 élèves dans les écoles du territoire en collaboration avec les équipes enseignantes ainsi que dans les centres de loisirs.

LE PLAN DE RELANCE ECO-EMBALLAGES

Eco-Emballages, éco-organisme agréé par l'État, a mis en place un dispositif exceptionnel de relance du recyclage des emballages ménagers. L'objectif est de décupler les tonnages insuffisamment captés sélectivement en soutenant financièrement des projets locaux ambitieux producteurs de réels changements.

Le plan de relance comporte deux volets : Est Ensemble et le SYCTOM ont déposé leurs dossiers de candidatures respectifs mi-2015 et ont été retenus. Le projet d'Est Ensemble porte sur l'amélioration de la collecte des emballages en verre, avec une mise en œuvre au cours de l'année 2016. Le projet du SYCTOM porte sur l'élargissement du tri à tous les emballages ménagers en plastiques, avec un démarrage au 1^{er} janvier 2016.

LE DÉPLOIEMENT DES DÉCHÈTERIES MOBILES

La déchèterie mobile est un dispositif de collecte de proximité au cœur des villes. Le but est de permettre aux habitants de déposer sélectivement plusieurs types de déchets. Un espace recyclerie permet de récupérer des objets déposés pour une nouvelle utilisation. Cette installation éphémère d'une demi-journée sur l'espace public revient à date fixe une fois par mois (généralement un samedi matin). Déjà présente au Pré Saint-Gervais et sur Montreuil, ce dispositif a été déployé sur Pantin et Bagnolet en 2015, en attendant de couvrir l'ensemble des villes du territoire.

LA POURSUITE DE MISE EN PLACE DE BORNES D'APPORT VOLONTAIRES

Est Ensemble suit une politique de déploiement des bornes d'apport volontaire qu'elles soient enterrées ou aériennes. 33 bornes ont été mises en place ou remplacées en 2015 : 12 bornes aériennes et 5 bornes enterrées pour les emballages en verre, 8 bornes enterrées pour les emballages multi-matériaux et 8 bornes enterrées pour les ordures ménagères résiduelles.



INSTALLATION D'UNE BORNE D'APPORT VOLONTAIRE À BAGNOLET.

INFOS DÉCHETS

Le 0 805 055 055 permet aux usagers de signaler un bac cassé, un défaut de collecte ou un dépôt sauvage, de demander un composteur ou encore d'obtenir une information gratuite sur le fonctionnement du tri et des collectes. En 2015, plus de 20 000 appels ont été reçus par le télé-accueil.

Un renforcement de l'équipe et un élargissement de la plage horaire en journée continue, de 8h30 à 18h30 du lundi au jeudi et de 8h30 à 17h le vendredi, a permis d'atteindre un taux de réponse de plus de 95 %.

Infos déchets



0 805 055 055

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE ET MOBILE



PLUS DE
20 000
APPELS

SUR LE NUMÉRO INFOS DÉCHETS



33
BORNES
D'APPORT VOLONTAIRES
INSTALLÉES

EAU &

**ASSAI-
NISSE-
MENT**

Est Ensemble assure les missions de gestion d'un réseau d'assainissement de près de 390 km : entretien préventif et curatif, développement de la connaissance du patrimoine, mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des ouvrages, instruction des projets d'urbanisme, démarches en vue de limiter les rejets d'eaux pluviales au réseau pour limiter les inondations et améliorer la qualité des rejets au réseau.

POURSUITE DU PROJET DE BASSIN DE RÉTENTION À MONTREUIL

Est Ensemble et le Département de Seine-Saint-Denis travaillent à la création d'un bassin de rétention d'eaux unitaires partagé entre les deux collectivités : cet ouvrage permettra de soulager tant les réseaux départementaux que communautaires sur un secteur du haut Montreuil particulièrement sensible aux inondations.

La convention fixant les modalités de sa réalisation a été signée en 2014 par la Ville de Montreuil, le Département et Est Ensemble, pour un coût estimé globalement à 22,3 M€ HT (valeur 2012) pris en charge à près de 50 % par l'Établissement.

Une démarche de concertation a été menée pour présenter le projet aux habitants du quartier par l'intermédiaire du conseil de quartier, et les associer à la conception de l'aménagement de l'espace public qui sera réalisé sur le site, à l'issue du projet. Un programme de communication et d'accompagnement pédagogique intitulé « Escalier d'eau » élaboré à l'initiative du Département, sera également lancé dès le démarrage des travaux, et associera les directions d'Est Ensemble en charge de l'eau et de l'assainissement, et de la prévention et de la valorisation des déchets.

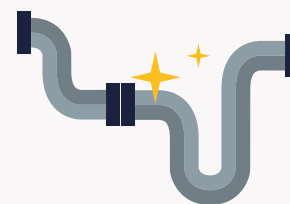
Parallèlement à l'étude de réalisation du bassin de rétention, Est Ensemble et le Département ont engagé en 2012 une étude sur les ruissellements de surface et les défauts d'engouffrement conduisant à un mauvais remplissage des réseaux et notamment des bassins de retenue comme celui de Guernica à Montreuil. L'étude a été finalisée en 2015, puis présentée aux services de la Ville en vue d'une sensibilisation pour l'intégration de la problématique des ruissellements aux projets de voirie communaux.



97
KILOMÈTRES
DE RÉSEAU CURÉS
(717 TONNES DE BOUES
EXTRAITES),
ET **17 KILOMÈTRES**
DE RÉSEAUX
ET BRANCHEMENTS
INSPECTÉS.

ÉTUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION ET D'AIDES SOCIALES DE L'EAU

Le Conseil communautaire du 16/12/2014 a approuvé à l'unanimité le souhait de candidater à l'expérimentation offerte par la « loi Brottes » pour mettre en place une tarification sociale de l'eau. En 2015, Est Ensemble a été retenue parmi les près de 50 acteurs autorisés à participer à ce projet. La réflexion s'est poursuivie en 2015, par des échanges avec de nombreux acteurs et partenaires potentiels. L'étude menée a confirmé que le contexte du Territoire et de la région parisienne (habitat collectif majoritaire, multiplicité d'acteurs intervenant séparément sur le prix de l'eau, absence d'autorité unique du cycle de l'eau), ne permet pas de développer une tarification sociale efficace et ayant un réel impact sur la facture des ménages concernés. L'axe de travail privilégié consiste à développer des aides au paiement des factures d'assainissement en complétant le dispositif déployé par le SEDIF sur « la part eau », et qui mobilise activement les CCAS des Villes, instructeurs des aides délivrées. La mobilisation des autres acteurs de l'assainissement intervenant sur la facture est également recherchée. Cette expérimentation sera déployée en 2016.



2,92
KILOMÈTRES

DE RÉSEAU RÉHABILITÉ.



27

INTERVENTIONS
D'URGENCE

RÉALISÉES EN ASTREINTE,
HORS HEURES OUVRABLES.

SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Est Ensemble a lancé au printemps 2014 son schéma directeur d'assainissement communautaire. Ce schéma permettra d'actualiser et de compléter la connaissance du patrimoine communautaire actuel dans un Système d'Information Géographique (SIG), de proposer un programme pluriannuel de travaux à l'échelle de l'Agglomération, de définir le zonage d'eaux usées et d'eaux pluviales, documents réglementairement obligatoires, de recenser les installations d'assainissement non collectif subsistantes... Il comporte également un volet pluvial et rejets non domestiques.

Cette étude est cofinancée par l'Agence de l'Eau Seine Normandie (80 %), et le Département de la Seine-Saint-Denis, dont les réseaux font également l'objet de l'étude.

En 2015 ont été réalisées la quasi-totalité des prestations de terrain lors de la phase 1 : 3 000 levés topographiques et inspections des regards, l'inspection de 63 ouvrages de stockage, la visite des sites industriels raccordés au réseau d'Est Ensemble les plus polluants en vue de l'émission d'arrêts de déversement, l'inspection de 31 km de réseaux visitables. Ces prestations de terrain ont été complétées par une présentation du contexte du territoire (urbanisme, logement, topographie, géologie, hydrogéologie...).

La phase 2 a également démarré en 2015 ; constituée principalement d'une campagne de mesure, celle-ci découle de la phase 1, et constitue la base de l'analyse de l'état des réseaux qui sera réalisée en phase 3.

PROSPECTIVE DU BUDGET ANNEXE ET MISE EN PLACE DE NOUVELLES REDEVANCES

En 2015, des études ont été menées afin d'étudier l'ensemble des paramètres d'équilibre du budget annexe d'assainissement et d'évaluer différents scénarios de prospective du budget, et d'harmonisation des taux de redevance d'assainissement.

Fin 2015, Est Ensemble a approuvé la mise en place de nouvelles recettes, avec la fixation des taux de « redevance industrielle » et « d'eaux claires ».

Cette décision permet d'amorcer la mise en place du service d'assainissement pour les rejets « non domestiques », en charge du contrôle et du suivi des rejets « industriels » et de l'accompagnement des acteurs concernés pour la mise en conformité de leurs installations. La poursuite de l'étude sur la prospective et l'harmonisation des taux se poursuit en 2016.

PROJET DE RECHERCHE SUR L'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES

Les objectifs environnementaux retenus pour la gestion des eaux pluviales sur les opérations d'aménagement sont très souvent confrontés sur le territoire d'Est Ensemble à un contexte géologique et hydrogéologique sensible, notamment due à la présence de gypse ou d'argile dans le sous-sol. Afin de mieux apprécier l'impact de l'infiltration des eaux pluviales urbaines sur les phénomènes de mouvement de terrain, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public de l'État, et Est Ensemble ont co-élaboré en 2015 un programme de recherche sur ce thème, avec pour cas d'étude l'opération d'aménagement Ecoquartier de la Gare à Pantin. Ce projet devrait pouvoir démarrer en 2016 après l'approbation d'une convention de partenariat.

CHANTIER D'ASSAINISSEMENT DU RÉSEAU DES EAUX USÉES À BAGNOLET ET MONTREUIL.



571

AVIS ÉMIS DANS LE CADRE DE L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME

119

DEMANDES DE BRANCHEMENT ET DE DÉVERSEMENT INSTRUITES DANS LE CADRE DU RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

ENVIRONNEMENT

&

/

ÉCO-

LOGIE

UR-

BAINÉ

Adoption du Plan climat air énergie territorial, gestion d'espaces verts, lutte contre les nuisances environnementales, Est Ensemble mène une politique ambitieuse en matière d'écologie et d'environnement.



BOIS DE BONDY.

ESPACES VERTS

Depuis le 13 juin 2012, les espaces verts de plus de 5 hectares, existants, à créer ou en cours de réalisation ont été transférés à Est Ensemble. En 2015, Est Ensemble a procédé aux travaux suivants :

- **À BONDY** : taille / remontée de couronne / stérage / broyage, éco-pâturage, remise en état de l'aire de jeux, pose de plaque aluminium sur la passerelle, travaux d'arrachage et de plantations sur les bords du bassin et remise en état des escaliers du parc, pour une somme totale de 88 841,05 €.
- **À MONTREUIL** : Travaux d'éclaircie au parc des Beaumonts (réhabilitation des milieux ouverts saturés par le robinier faux acacia), pour un montant 54 462,24 € TTC.
- **À NOISY-LE-SEC** : la remise en état régulière des clôtures et des portillons des jardins familiaux s'est élevée à près de 45 000 € (2015 – mi-2016).

Par ailleurs, Est Ensemble est membre du syndicat mixte de la base de loisirs et de plein air de la Corniche des Forts qu'elle finance à hauteur de 50 %. Elle participe à ce titre à la réflexion sur ce projet qui s'étend de Pantin à Noisy-le-Sec.



5
ESPACES VERTS
DE PLUS DE 5 HECTARES.

ÉNERGIE-CLIMAT

L'année 2015 a été marquée par le déroulement de la COP21 en Seine-Saint-Denis qui a permis aux 195 délégations présentes d'aboutir à l'accord de Paris sur le Climat. Est Ensemble s'est engagé également pour le climat en adoptant son projet de Plan climat air énergie territorial (PCAET) en décembre 2015. Composé de 43 actions, il doit permettre de relever, à l'échelle locale, le défi de la transition énergétique en traitant tout à la fois des enjeux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de pollution atmosphérique ainsi que de l'adaptation au changement climatique.

RETOUR SUR LE DÉFI FAMILLES À ÉNERGIE POSITIVE

Le défi Familles à Énergie Positive est un projet national de sensibilisation du grand public aux éco-gestes permettant de réduire à leur domicile les consommations d'énergie (chauffage, eau chaude, équipements domestiques).

Est Ensemble a lancé la 2^e édition du défi, 70 familles y ont participé, réduisant leurs consommations d'énergie d'environ 16 % et d'eau de 13 %, et par la même occasion leur facture énergétique.

EST ENSEMBLE, TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE

Comment faire de son territoire le lieu de l'excellence environnementale ? Est Ensemble a répondu à l'appel à projet « Territoire à Énergie Positive Pour une Croissance Verte » (TEPCV), initié par le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Est Ensemble fait partie des 212 territoires lauréats annoncés en février 2015 et a été retenu comme « territoire à énergie positive en devenir », récompensé pour son engagement dans un programme d'actions.



43
ACTIONS COMPOSENT
LE PLAN CLIMAT AIR
ÉNERGIE TERRITORIAL.



70
FAMILLES À ÉNERGIE
POSITIVE.

NUISANCES ENVIRONNEMENTALES : BRUIT ET POLLUTIONS

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), découlant de la directive 2002/49/CE a été soumis à consultation publique du 19 janvier au 19 mars 2015 puis a été adopté en Conseil communautaire le 13 octobre 2015.

Est Ensemble a également pris une part active dans la dynamique métropolitaine sur la qualité de l'air qui s'est mise en place en 2015 suite à l'initiative parisienne.

Ainsi, Est Ensemble a été l'une des quatre Communauté d'agglomération francilienne membre du comité d'animation de la démarche. Elle a ainsi participé à l'organisation de quatre groupes de travail et d'une conférence où l'ensemble des parties prenantes métropolitaines étaient invitées. Le travail a également permis à Est Ensemble d'être lauréat de l'appel à projet « Villes respirables à 5 ans » dans le cadre d'une candidature commune.

APPROCHE ENVIRONNEMENTALE DE L'AMÉNAGEMENT



ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ DE L'HORLOGE À ROMAINVILLE.

EXPERTISE ENVIRONNEMENTALE DANS LE CADRE DES ZAC

Est Ensemble porte plusieurs projets d'aménagement pour lesquels des objectifs de performance environnementale sont fixés. Ainsi, le suivi opérationnel du volet environnemental des Zones d'aménagement concerté (ZAC) s'est initialement traduit par un accompagnement de la direction de l'aménagement et des déplacements dans les « Consultations Aménageurs ». Cet accompagnement se poursuit par l'apport d'une expertise dans les documents-cadres des projets d'aménagement (cahiers de prescriptions, chartes de développement durable.), lors d'étapes clés (AVP, dépôt de permis de construire) ou encore dans l'apport d'une expertise environnementale dans le projet de la Plaine de l'Ourcq.

ÉTUDE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN RÉSEAU DE CHALEUR SUR LA PLAINE DE L'OURCQ

Par ailleurs, une étude d'opportunité a été menée sur la création d'un réseau de chaleur dans le secteur élargi « ex-RN3-Canal de l'Ourcq ». Elle a permis de mettre en évidence une opportunité pour la création d'un réseau géothermique permettant de raccorder 6 900 équivalents logements sur les communes de Pantin, du Pré Saint-Gervais et de Romainville.

RÉFÉRENTIEL D'AMÉNAGEMENT DURABLE

L'année 2015 aura été l'occasion de lancer l'élaboration du référentiel aménagement avec le recrutement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, l'organisation de 2 ateliers élus, et de 3 ateliers diagnostics réunissant Villes, Département, Région, bailleurs, aménageurs et promoteurs.

OCCUPATIONS ÉPHÉMÈRES DE FRICHES

En partenariat avec Séquano Aménagement sur le secteur de la Plaine de l'Ourcq, Est Ensemble a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner des porteurs de projet sur les thèmes de l'économie circulaire, la nature en ville ou encore sports et culture, pour l'occupation éphémère de certaines friches. Les objectifs sont de valoriser ce secteur en mutation et en amorcer sa reconquête avec la création de nouveaux usages et l'animation du territoire. Quatre porteurs de projets ont été retenus : la compagnie Méliadès sur le jardin Pasteur à Bondy, les associations le Paysan urbain sur la ZAC de l'Horloge à Romainville, Bellastock sur la ZAC Écocité à Bobigny, et Designers' Days tout le long du canal.

BIODIVERSITÉ ET TRAME VERTE ET BLEUE

Dans le domaine de la « nature en ville », l'Agglomération a poursuivi la réalisation de son schéma de Trame Verte et Bleue communautaire en concertation étroite avec les neuf villes et les associations locales concernées du territoire. L'étude a permis de définir en 2015 les noyaux de biodiversité et les continuités écologiques du territoire à préserver/restaurer ou créer, et d'amorcer la mise en œuvre des objectifs de la TVB avec l'intégration des enjeux de biodiversité dans l'aménagement des ZAC notamment.

**AMÉ-
NAGE-
MENT**

&

DÉPLACEMENT

Afin d'élaborer d'ambitieux projets urbains tout en menant une planification stratégique en matière d'aménagement sur l'ensemble du territoire, Est Ensemble conduit à la fois des études et prospectives et pilote les opérations d'aménagement dont il a la maîtrise d'ouvrage.

ÉTUDES ET PROSPECTIVES

Le **PROJET URBAIN** d'Est Ensemble a été approuvé en décembre 2015. Ce projet expose les objectifs de développement et de requalification de l'ensemble du territoire, mais également les conditions de ce développement (transports publics en commun, paysage, espaces publics.). Le projet urbain a également validé des grands projets stratégiques, qui seront approfondis en 2016 : Plaine de l'Ourcq, Porte de Paris et Territoires d'échange avec le Grand Paris, Parc des Hauteurs. Il servira de socle pour le PADD du futur PLU intercommunal d'Est Ensemble.

Suite à la validation du plan d'action et la consultation des personnes publiques associées le **PLAN LOCAL DE DÉPLACEMENTS** a été soumis à enquête publique du 22 septembre au 23 octobre 2015. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable au projet de Plan Local de Déplacements. Le Plan Local de Déplacements a été validé à l'unanimité au Conseil communautaire du 15 décembre 2015. L'année 2016 sera consacrée au suivi de sa mise en œuvre piloté par Est Ensemble.

Le travail de **SUIVI DES PROJETS DE TRANSPORTS** s'est également poursuivi en 2015.

PROLONGEMENT DU T1

L'année 2015 a été consacrée à l'élaboration du PRO.

TZEN 3

L'AVP du T Zen 3 a été finalisé et la rédaction du dossier d'enquête publique a démarré en 2015. L'enquête publique se déroulera dans le courant de l'année 2016.

PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 DE MÉTRO

Le contrat aménagement-transports de la ligne 11 a été signé le 20 janvier 2015. Les groupes de travail thématiques ont été réactivés afin de suivre la mise en œuvre des actions du contrat. Le protocole de financement du projet a été validé en conseil d'administration du STIF en octobre 2015, rendant ainsi possible le démarrage des travaux.

LIGNE 15 EST DU GRAND PARIS

Est Ensemble a suivi les études préliminaires complémentaires du métro ligne 15 portées par la Société du Grand Paris et lancées en octobre 2015. Est Ensemble a également lancé en 2015 la consultation du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études de pôle des gares de Bondy et Pont de Bondy (marché notifié en 2016).

TANGENTIELLE LÉGÈRE NORD

La charte aménagement-transport de la TLN a été signée en septembre 2015.

LIGNE 1 DE MÉTRO

La concertation préalable au projet s'est déroulée du 10 novembre 2014 au 10 janvier 2015 inclus. Est Ensemble a défendu le projet par les Grands Pêcheurs. Le 8 juillet 2015, le Conseil du STIF a adopté le bilan de la concertation du prolongement du Métro ligne 1 à Val de Fontenay.

MÉTROCÂBLE

L'étude de faisabilité d'un métrocâble reliant la ligne 5 à la ligne 11 prolongée (Bobigny / Noisy / Romainville / Lilas / Pantin) a été remise au STIF en octobre 2015.

VÉLIB

Le travail préparatoire de création du syndicat mixte d'étude Vélib chargé d'étudier et de définir le futur service a été mené. Est Ensemble a approuvé son adhésion au conseil communautaire du 15 décembre 2015.



AMÉNAGEMENT

ZAC BENOÎT-HURE BAGNOLET

Trois réunions publiques se sont tenues en Mairie de Bagnolet entre mars et avril 2015 pour valider un nouveau projet d'espace public et les façades du projet immobilier de Vinci.

ZAC ÉCOCITÉ BOBIGNY

Sur le secteur Bergère, le projet et le promoteur de l'îlot J1 ont été sélectionnés : Demathieu et Bard COGEDIM avec les architectes Ardel+Lebihan – Lehoux/Phily/Samah. La consultation de l'îlot I2b a été préparée avec une programmation d'environ 10 000 m² en surface de plancher (SDP) de logements, 400 m² SDP de commerce et une crèche. Sur le secteur Raymond Queneau, la promesse de vente de l'opération de bureaux Luminem a été scindée en 2 promesses permettant le lancement d'une 1^{re} tranche de travaux sur 18 000 m² en juillet 2015. Concernant le secteur Ecoparc d'activité, les négociations foncières se sont poursuivies, un avant-projet de port public et une étude sur la faisabilité d'un projet d'activité économique ne lien avec le fret fluvial ont été réalisés.

PLACE DE LA MAIRIE, ZAC BENOÎT HURE À BAGNOLET.



ZAC DES RIVES DE L'OURCQ BONDY

L'année 2015 a été l'année d'étude du dossier de réalisation qui a fait l'objet d'une validation par délibération du Conseil communautaire de décembre 2015. Le programme global de construction totalise environ 100 000 m² SDP dont environ 80 000 m² SDP de logements. Les promoteurs de l'îlot S1 dite « des salins », à l'est de l'opération d'aménagement ont sélectionné un architecte et ont déposé un permis de construire pour 180 logements dont 59 logements sociaux. Au niveau du port de Bondy les négociations avec la ville de Paris se sont poursuivies et ont permis de fixer la desserte du port à l'ouest.

ZAC DU CENTRE-VILLE LES LILAS

Le chantier de l'îlot I de Nexity a débuté en juillet 2015 comprenant 2 830 m² de SDP de logements et 453 m² de SDP commerces, une pharmacie et un restaurant. La livraison est prévue début 2018. En septembre, une moyenne surface alimentaire Casino rue de Paris, en rez-de-chaussée a ouverte. Et les travaux d'aménagement de la boulangerie située en rez-de-chaussée pour une ouverture en janvier 2016 ont démarré en décembre.

ZAC FRATERNITÉ MONTREUIL

En 2015, une équipe d'architectes coordonnateurs Paris U (Philippe Simon, Patrick Céleste, Janine Galiano) + Alto Step a été désigné. L'année est marquée également par la définition des capacités constructives par secteur et par l'élaboration des fiches de lot. Le dossier de réalisation de la ZAC a été élaboré pour une approbation en 2016. Enfin, les premières acquisitions foncières ont été réalisées par l'aménageur.

ZAC BOISSIÈRE ACACIA MONTREUIL

En février, la convention et le montant des participations des constructeurs au financement des équipements publics de la ZAC Boissière Acacia ont été approuvés. Autre fait de l'année, le lancement de la commercialisation de 150 logements situés dans l'îlot D par Nexity Apollonia au mois de juin. Et en décembre, l'approbation de l'avenant N°5 au Traité de Concession qui confie à Nexity Villes et Projets la maîtrise du foncier par voie amiable et intègre les recommandations du Commissaire Enquêteur relatives aux hauteurs de construction le long du Boulevard de la Boissière et à l'éloignement du stationnement en parking mutualisé.

ZAC QUARTIER DURABLE DE LA PLAINE DE L'OURCQ NOISY-LE-SEC

L'année 2015 a été l'année de rédaction et de validation des dossiers administratifs de la ZAC. En décembre, le dossier de réalisation a été validé par le conseil communautaire avec un programme global de construction de 234 000 m² SDP dont 90 000 m² SDP de logements. L'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine a étudié le projet urbain dans sa composante espaces publics et espaces verts, en relation avec le canal vers le nord, avec le projet de T Zen 3 sur l'ex RN3, et selon l'axe nord sud, en relation vers le centre-ville de Noisy. Sur l'îlot Engelhard, les trois promoteurs sélectionnés ont proposé un projet d'ensemble et ont déposé les permis de construire correspondants à 625 logements dont 30 % de logements sociaux.

ZAC ÉCOQUARTIER DE LA GARE PANTIN

Cette année, les sondages pollutions des sols sur les terrains appartenant à l'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) ont été réalisés. De juin à octobre 2015, il s'est agi d'élaborer le dossier de candidature pour accueillir le village olympique et paralympique en 2024. Le dossier de demande de permis de construire du collège et du gymnase par le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis a été déposé en fin d'année.



ZAC DU PORT PANTIN

En 2015 à l'issue d'une étude de programmation scolaire à l'échelle de la ville, il a été décidé d'intégrer un groupe scolaire de 14 classes dans le programme global de construction de la ZAC du port. Un dossier de réalisation modificatif a été étudié et a fait l'objet d'une validation au conseil communautaire de 2015. Il présente un nouveau programme global de construction totalisant environ 80 000 m² SDP dont environ 45 000 m² SDP de logements. La commercialisation des rez-de-chaussée des immeubles de logements a fait l'objet d'un appel à projet. Le projet de construction des îlots 5 et 6 finalisant la façade canal de la ZAC est lancé par la SEMIP, aménageur de la ZAC.

ZAC DE L'HORLOGE ROMAINVILLE

En 2015 a eu lieu l'acquisition du premier lot du terrain ville de Paris du garage à benne localisé à proximité de la station Raymond Queneau de la ligne 5 du métro permettant le dépôt d'un permis de construire d'un premier immeuble de 131 logements par COGEDIM et BNPPI avec une activité agricole en toiture. Le lot B1 localisé le long du parking silo entre l'Avenue G Roussel et l'ex RN3 est à l'étude avec l'implantation d'un programme de construction de 50 000 m² SDP de bureaux et d'environ 2 000 m² SDP de logements par la SEMIIC. À proximité, l'entreprise UTB dépose un permis de construire en juillet 2015 pour l'extension de son activité sur site.



DÉVELOPPEMENT ÉCO- NO- MIQUE

Est Ensemble est compétent en matière de développement économique, sauf pour les actions liées au commerce de proximité. La collectivité gère également 2 équipements d'intérêt communautaire : la pépinière d'entreprises Atrium située à Montreuil et la Maison Revel, centre de ressources des métiers d'art localisée à Pantin.

AIDE À LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Fin 2015, la pépinière d'entreprises Atrium comptait 24 entreprises, parmi elles 10 nouvelles se sont installées à l'Atrium dans le courant de l'année et 6 l'ont quittée. En 2015, 1700 porteurs de projet ont été sensibilisés sur tout le territoire, ce qui a permis d'accueillir 1 100 personnes en rendez-vous individuel et réunions d'information collective, donnant lieu à 600 accompagnements et environ 200 créations d'entreprise.

L'incubateur de projets innovants Bond'innov, dont Est Ensemble est membre fondateur, a accompagné 19 projets en 2015. Le comptoir de l'innovation,

accélérateur de projets innovants, a été installé dans les locaux de la pépinière. Des formations spécifiques ont été délivrées : 11 bénéficiaires du DUCA (Diplôme universitaire porté par le Groupement des créateurs), 11 bénéficiaires de la formation couveuse Résonances Nord Sud et plus de 10 bénéficiaires des couveuses GEAI et Astrolabe.

Est Ensemble a également apporté une aide au financement de projet avec 2 partenaires principaux : Initiative 93 et l'ADIE.



24
ENTREPRISES HÉBERGÉES
DANS LA PÉPINIÈRE ATRIUM.



RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

PLUS DE 100 ENTREPRISES ont été rencontrées et accompagnées dans leurs démarches : propreté, recherche de locaux, développement commercial, recrutements, RSE, sécurité, gestion des conflits avec leur environnement.

Une séance de **SIGNATURE DE CHARTES** a eu lieu à Montreuil : renouvellement des Chartes Humanis, Ubisoft et nouvelles Chartes avec Carrefour et Apria.

SIX ÉVÉNEMENTS ont été proposés aux entreprises : 1 petit-déjeuner avec les grands comptes de Bagnolet ; 1 petit-déjeuner présentant le dispositif régional d'aide PM'up aux entreprises ; 1 réunion de sensibilisation à la lutte contre les discriminations organisée chez BNP Paribas Securities Services à Pantin ; 1 Handicafé organisé chez Humanis à Montreuil, en partenariat avec le Club Face ; petit-déjeuner présentant le TZEN à Pantin.

13 PAUSES MÉRIDIANNES ont été proposées aux salariés des entreprises de Montreuil, Pantin et Bagnolet, en lien avec les offices de tourisme.



NAISSANCE DU CLUB D'ENTREPRISES D'EST ENSEMBLE

La soirée du 25 juin 2015 a lancé le Club d'Entreprises d'Est Ensemble, Clubeee, autour des 3 thèmes fédérateurs : Convivialité, Business et Territoire. Après plusieurs réunions de travail et la mise en place d'un outil collaboratif, la dynamique du Club est en marche... Plus d'une centaine de chefs d'entreprises du territoire sont enthousiastes à l'idée de se rencontrer et de découvrir mieux le territoire et ses richesses. Objectif : création de l'association au printemps 2016.

SOUTIEN AUX FILIÈRES D'EXCELLENCE

Le réseau du Pôle des métiers d'art a accueilli 7 nouveaux artisans en 2015. La Maison Revel a poursuivi son accompagnement économique des créateurs : 4 porteurs de projet sont entrés dans le dispositif de couveuse d'entreprise, en collaboration avec Astrolabe Conseil, 4 formations, 1 visite collectives et 1 journée d'étude ont été proposées, 81 rendez-vous individuels avec les artisans ont été tenus par la Boutique de Gestion.



80

MEMBRES
DU PÔLE DES MÉTIERS
D'ART.

Pour sensibiliser les plus jeunes à ce type de métiers, Est Ensemble mène des actions éducatives.

En 2015, la Classe Métiers d'art au collège Jean Lolive de Pantin pour 18 élèves de 3^e s'est poursuivie et 2 parcours pour l'année scolaire 2014/2015, 1 parcours pour l'année 2015/2016, soit 66 enfants, ont été menés avec des écoles primaires de Pantin.

De nombreux évènements liés aux métiers d'art se sont déroulés : Journées européennes des métiers d'art en mars, Designer's Days en juin, Braderie d'hiver en décembre. L'année 2015 a aussi marqué par l'accompagnement du projet des Arts Codés à Pantin et du projet Reconquête Urbaine.

POUR LA FILIÈRE IMAGE ET CRÉATION

NUMÉRIQUE, Est Ensemble a participé à la vie de l'association Pôle Média Grand Paris, lancé un marché pour une étude de faisabilité et d'opportunité pour la création d'un équipement dédié à la création d'entreprise en lien avec le Campus de la Fonderie de l'Image à Bagnolet et poursuivi son partenariat avec le Syndicat National du Jeu Vidéo pour l'organisation de la 4^e édition des journées européennes du jeu vidéo indépendant (European Indie Game Days) les 26 et 27 octobre 2015 à Montreuil.

En 2015, **DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DES BIOTECHNOLOGIES**, Est Ensemble a engagé un travail de préfiguration du Cluster Cevibio.

POUR SOUTENIR LES ÉCO-ACTIVITÉS,

des petits déjeuners d'entreprises sur l'éco-rénovation chez UTB, sur le label Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) en direction des artisans en collaboration avec l'agence Locale de l'énergie et du climat – Maîtrisez Votre Énergie (MVE) ont été organisés. Est Ensemble a préparé sa participation aux états généraux du Grand Paris de l'économie circulaire.

POUR LA FILIÈRE HÔTELLERIE, des rencontres, une mise à jour de la cartographie des hébergements du territoire et de la frange parisienne et un travail avec la ville de Paris ont été réalisés.

PROMOTION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

En octobre et novembre, Est Ensemble a lancé les Rencontres économiques de la Plaine de l'Ourcq entre promoteurs, investisseurs et acteurs économiques sur les opérations d'aménagement.

Les 3 et 4 décembre 2015 s'est tenu le Salon de l'immobilier d'entreprise auquel Est Ensemble a participé sur le stand de la Seine-Saint-Denis. Une newsletter mensuelle « L'Éco de l'agglo » a été diffusée auprès de 4 000 destinataires.

BRADERIE D'HIVER DES ARTISANS ET CRÉATEURS DU PÔLE DES MÉTIERS D'ART À LA MAISON REVEL À PANTIN.



DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La 1^{re} convention d'affaires « Alimentation Générale ! » pour promouvoir les circuits courts alimentaires s'est tenue à Est Ensemble le 16 mars 2015. Une démarche menée avec la Caisse des dépôts pour préfigurer des projets autour de l'agriculture urbaine, de l'alimentation et du recyclage a été engagée.

Est Ensemble a lancé un appel à projets « les trophées de l'entrepreneuriat ESS » et participé au prix de l'entrepreneuriat Nord Sud organisé par la Cofides et le SIAD en novembre.

BOURSE DES LOCAUX ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

La bourse des locaux a traité 214 demandes de locaux permettant d'installer 6 entreprises. Ce sont 277 offres de locaux qui sont répertoriées dans la bourse.

Dans le cadre de l'aménagement économique du territoire, plusieurs actions ont été menées en 2015 : entrée au capital de la SEMAEST, appel à candidatures pour les 12 locaux commerciaux et artisanaux de la ZAC du Port à Pantin, appel à projet pour les gestionnaires des 3 restaurants des cinémas 104, Le Trianon et Le Méliès, lancement de la consultation d'investisseurs commerce des ZAC Ecocité et Quartier durable de la Plaine de l'Ourcq.

Est Ensemble a également assuré le suivi des maîtrises d'œuvre de développement urbain et économique pour les ZAC Ecocité (126 entreprises), Boissière Acacia (10 entreprises), et PNRQAD Montreuil-Bagnolet (58 entreprises) et acquis le site FIRMECA pour le projet de Cité de l'Eco-habiter à Pantin avec un lancement de l'appel à candidatures en décembre.



+ DE 100
ENTREPRISES
ONT ÉTÉ RENCONTRÉES
ET ACCOMPAGNÉES.



214
DEMANDES DE
LOCAUX TRAITÉES.

**HABI-
TAT**

&

**RENOUVELLEMENT
URBAIN**

L'habitat reste une des préoccupations majeures des habitants sur le territoire d'Est Ensemble, qu'il s'agisse d'accéder à un logement, de retrouver des conditions de logements dignes, dans le parc privé ou dans le parc HLM, et cela quel que soit le quartier, ou de pouvoir effectuer un parcours résidentiel en accord avec l'évolution de la taille du ménage, le lieu du travail ou les capacités financières. C'est pourquoi, face à ces enjeux, en 2015, Est Ensemble a poursuivi et amplifié son activité dans le domaine de l'habitat.



PROJET DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS HLM
DANS LE QUARTIER DU MORILLON À MONTREUIL.

ÉQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT

Le Conseil communautaire de décembre 2015 a approuvé le projet du Programme local de l'habitat (PLH) d'Est Ensemble afin qu'il puisse être approuvé par chacun des conseils municipaux des villes d'Est Ensemble, dans la perspective de sa transmission à l'Etat.

Le programme d'actions du PLH comporte 7 axes stratégiques : soutien à la construction neuve de logements, mise en œuvre d'une politique foncière, amélioration de l'habitat privé et lutte contre l'habitat indigne, requalification et amélioration du fonctionnement du parc HLM, soutien au développement des logements pour les besoins spécifiques de certaines catégories de ménages (gens du voyage, plus démunis, travailleurs migrants, personnes âgées, étudiants, etc.), accompagnement de la transition énergétique des logements et interventions dans les quartiers de la politique de la ville.

Sans attendre la mise en œuvre officielle du PLH, une convention de partenariat a été établie entre Action logement et Est Ensemble pour faciliter la prise en compte des besoins en logements des salariés d'Est Ensemble, notamment par le développement de l'offre neuve en logements.

AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ



Est Ensemble poursuit la mise en œuvre des dispositifs déjà engagés tels que les Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) de Montreuil, Romainville, Bobigny, Noisy-le-Sec et du Pré Saint-Gervais. À cette fin, le fonds d'aide à l'amélioration de l'habitat privé (FAAHP) destiné à aider financièrement les propriétaires et les syndicats des immeubles concernés, est mobilisé par Est Ensemble en complément des aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Ainsi, en 2015, au total, tous dispositifs confondus, 434 000 € ont été attribués, contre 63 250 € en 2014. La montée en charge des dispositifs et le suivi-animation réalisé par les prestataires auprès des propriétaires ont permis d'inciter un nombre croissant d'entre eux à s'engager dans la réalisation de travaux ou de diagnostics techniques préalables.

Par ailleurs, en 2015, Est Ensemble a initié de nouveaux projets d'envergure destinés à améliorer l'habitat privé et renforcer la lutte contre l'habitat indigne.

Le second plan de sauvegarde de la copropriété La Bruyère à Bondy a été reconduit afin d'accompagner les copropriétaires dans la réalisation des travaux et la sortie de la mise sous administration judiciaire.

Une avance exceptionnelle remboursable de 100 000 € a été attribuée au syndicat des copropriétaires de La Bruyère à Bondy, afin de pallier les difficultés de gestion de la copropriété La Bruyère, en raison des défaillances des chaudières et dans l'attente d'une expertise judiciaire permettant d'établir les responsabilités et l'indemnisation des copropriétaires.

Est Ensemble a également lancé une OPAH-copropriétés dégradées sur les villes de Bagnolet et Montreuil.

En 2015, Est Ensemble a signé une convention de portage de lots de copropriétés sur un immeuble dégradé situé en OPAH à Bobigny, avec COPROCOOP qui acquerra des logements auprès des copropriétaires en difficulté.

LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

Un dispositif intercommunal de lutte contre l'habitat indigne a été lancé afin d'intervenir sur 11 sites répartis sur 4 villes (Bobigny, Montreuil, Pantin et Romainville) qui nécessitent une intervention sous maîtrise d'ouvrage publique. Le DIHLI s'appuie sur un traité de concession d'aménagement confié à la SOREQA (société publique locale d'aménagement dont Est Ensemble est actionnaire).

Un traité de concession d'aménagement du quartier des Coutures à Bagnolet a été signé avec la SOREQA en juillet 2015 et une OPAH-renouvellement urbain a été lancée sur le même quartier, dans le cadre du PNRQAD Bagnolet-Montreuil.

2015 est aussi l'année de la poursuite de l'opération de résorption d'habitat insalubre au Pré Saint-Gervais par l'acquisition par voie d'expropriation en Loi Vivien d'un immeuble situé 22 avenue du Belvédère.

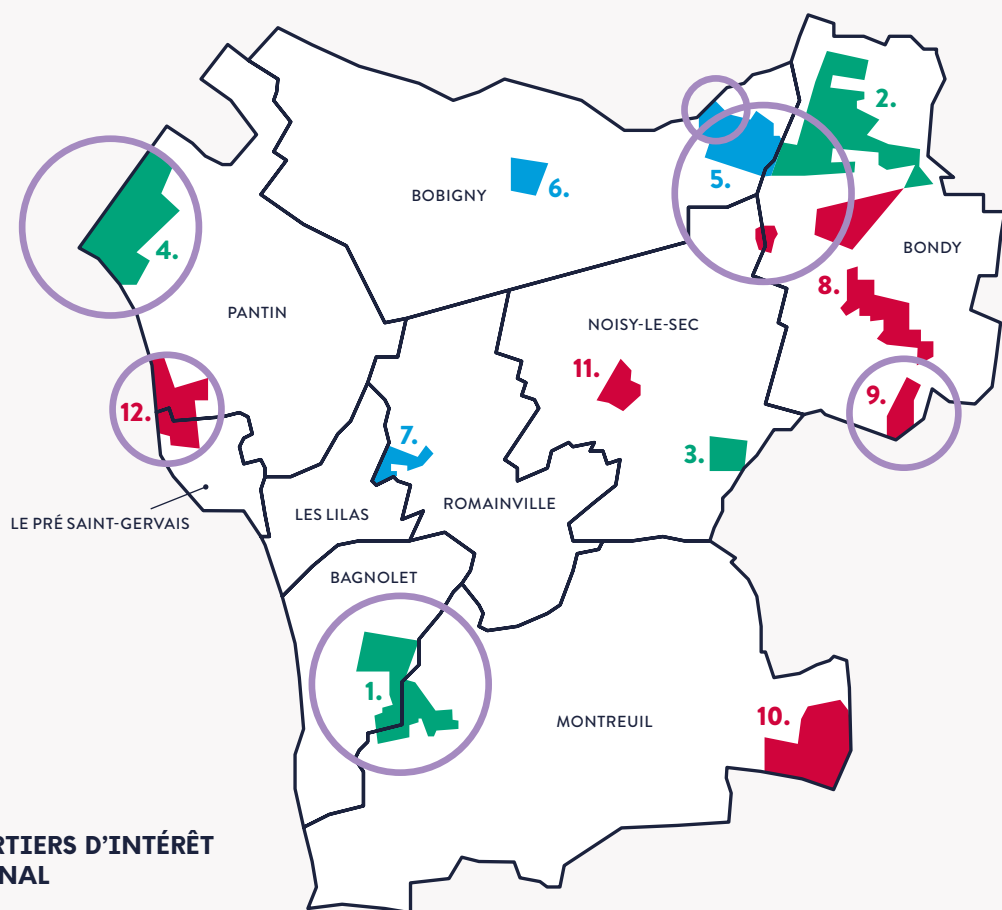
En 2015, le protocole d'études du projet de requalification urbaine de lutte contre l'habitat indigne du quartier des 7 arpents à Pantin et au Pré Saint-Gervais a été approuvé, dans le cadre de l'appel à projets, initié par la préfecture régionale

d'Ile-de-France et de l'agence régionale de santé. À noter que ce quartier est également retenu quartier d'intérêt régional du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et bénéficiera à terme des subventions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Au cours de l'année 2015, Est Ensemble a concrétisé l'engagement de sa politique de renouvellement urbain avec la signature du contrat de ville en mai 2015, qui comporte un volet relatif à l'intégration urbaine et au renouvellement urbain des quartiers de la politique de la ville. En complément des 7 quartiers d'intérêt national du nouveau programme national de renouvellement urbain, 5 autres quartiers ont été sélectionnés pour bénéficier du NPNRU, au titre de l'intérêt régional.

L'année 2015 a été consacrée à la préparation du protocole de préfiguration qui devra permettre d'obtenir des financements de la part de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour préfigurer les projets de renouvellement urbain et mobiliser toute l'ingénierie nécessaire.

LES QUARTIERS DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN D'EST ENSEMBLE



7 QUARTIERS D'INTÉRÊT NATIONAL

DES QUARTIERS DÉJÀ EN PRU :

1. La Noue-Malassis à Bagnolet/Montreuil
2. Quartiers Nord de Bondy
3. Le Londeau à Noisy-le-Sec
4. Quatre-Chemins à Pantin/Aubervilliers

DES « NOUVEAUX » QUARTIERS :

5. L'Abreuvoir à Bobigny/Drancy
6. Paul Éluard à Bobigny
7. Gagarine à Romainville

5 QUARTIERS D'INTÉRÊT RÉGIONAL

8. Quartier Blanqui à Bondy
9. Quartier Sablière à Bondy/Villemomble
10. Les Morillons à Montreuil
11. Centre-Ville Béthisy à Noisy-le-Sec
12. Sept-Arpens – Stalingrad à Pantin/Pré Saint-Gervais

PLUSIEURS QUARTIERS INTERCOMMUNAUX, INTRA OU INTERCOMMUNAUTAIRES

 PRU intercommunal

EM- PLOI, FORMATION & INSERTION

Afin de répondre aux problématiques du territoire fortement touché par le chômage, Est Ensemble structure son intervention autour de trois principaux enjeux : favoriser l'égal accès des habitants aux équipements et aux dispositifs d'aide et d'accompagnement ; soutenir et accompagner les opérateurs ; mettre en œuvre les actions visant à articuler l'offre et la demande d'emploi. Est Ensemble anime également le partenariat local et la mise en œuvre d'actions au bénéfice des demandeurs d'emploi.

ENSEMBLIER DE POLITIQUES PUBLIQUES DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION

UN PLIE TERRITORIAL QUI MONTE EN PUISSANCE

Est Ensemble et le Département de Seine-Saint-Le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) « Ensemble Pour l'Emploi » couvre désormais les neuf villes d'Est Ensemble et son activité est effective depuis le 1^{er} janvier 2015. L'année 2015 a été pour les deux villes qui n'étaient pas couvertes l'occasion d'identifier des référents de parcours qui accompagneront les habitants les plus en difficulté. D'ores et déjà, 1 056 personnes ont été accompagnées en 2015, 208 sont sorties du dispositif dont 121 sorties positives. Le PLIE a permis en 2015 grâce à un appel à projet annuel, de conventionner des opérateurs du territoire proposant une palette d'offres diversifiées. Ce dispositif est très fortement soutenu par Est Ensemble avec 600 000€ de subvention et 1 200 000€ d'avance de trésorerie.

LE PACTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE D'EST ENSEMBLE, À MI-PARCOURS

La mise en place du dispositif a été effectuée par Est Ensemble qui a engagé, grâce aux financements régionaux, une animatrice dédiée à ce dispositif. À mi-parcours, une quarantaine de projet est en cours. Sa gouvernance, avec son comité de pilotage composé d'élus régionaux, départementaux et communautaires et les comités techniques qui se déroulent deux fois par an, permet de fixer les objectifs et de faire des bilans avec les partenaires concernés.

LES LIEUX RESSOURCES sont des temps de partage d'information, animés par la direction entre les structures (70 environ) : Animées par nos agents au sein de nos 3 maisons de l'emploi, 17 réunions avec des ordres du jour ouverts ont eu lieu sur tout le territoire.



1,2 M€
D'AVANCE DE TRÉSORERIE
ET 600 000 € DE SUBVENTION
VERSÉS AU PLIE ENSEMBLE
POUR L'EMPLOI.

ACCUEILLIR LES DEMANDEURS D'EMPLOI, LES RAPPROCHER DES ENTREPRISES ET FACILITER LEUR ACCÈS AUX DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT

Les 17 **MATINS DE L'EMPLOI** visant à faire se rencontrer des professionnels et des demandeurs d'emploi ont permis à 415 d'entre eux de se renseigner sur des secteurs tels que le bâtiment, la natation, la beauté, l'animation. Les 3 **FORUMS** « grand public » ont permis à 2 331 personnes de rencontrer 107 entreprises et centres de formations. L'opération **JOBS D'ÉTÉ** menée en lien avec toutes les villes a préparé aux entretiens d'embauche 178 jeunes parmi lesquels 70 ont été recrutés. 91 jeunes diplômés ayant participé aux 4 **AFTERWORKS** organisés avec l'association Nos Quartiers ont des Talents, ont rencontré des parrains et échangé avec des jeunes parrainés.

Ont été également mis en œuvre une passerelle entreprise avec Saint-Gobain (12 recrutés), un job dating à Bagnolet (17 participants) et 50 opérations de recrutements (Monop', Acticall, Casino).

Les trois **MAISONS DE L'EMPLOI** d'Est Ensemble ont accueilli, orienté et informé cette année 22 121 demandeurs d'emploi ou salariés. 207 actions collectives (informations métiers, recrutements) ont été proposées, ainsi que 550 passages dans nos espaces multimédia.

GARANTIE JEUNES : 1 253 jeunes ont bénéficié du dispositif et Est Ensemble en tant qu'employeur s'est mobilisé en offrant des lieux de stages au sein des piscines, des bibliothèques, des cinémas et des conservatoires.



1 253

JEUNES ONT BÉNÉFICIÉ DU DISPOSITIF GARANTIE JEUNES.

22 121

PERSONNES ACCUEILLIES AU SEIN DES 3 MAISONS DE L'EMPLOI.



FORUM DE L'EMPLOI ET DES MÉTIERS À PANTIN.

FAIRE ÉMERGER ET ACCOMPAGNER DES PROJETS POUR LEVER LES FREINS À L'EMPLOI DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ



DEUX APPELS À PROJETS PERMETTANT DE RÉPONDRE AUX PROBLÉMATIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

L'appel à initiative d'un montant de 100 000 €, a permis de soutenir 10 projets et l'appel à projet du contrat de ville cofinancé à hauteur de 266 000 € par Est Ensemble et de 440 000 € par l'État, a financé 60 actions au bénéfice de 4 300 personnes.

UN PARTENARIAT RENFORCÉ AVEC LE DÉPARTEMENT SUR LA FORMATION

La coopération avec le Conseil départemental a été poursuivie sur le volet formation en participant à la rédaction de l'appel à projet (230 000 €) et en organisant une rencontre visant à promouvoir les formations qui a rassemblé près de 70 organismes de formation et stagiaires.



710 000 €

VERSÉS AUX STRUCTURES
D'INSERTION PAR
L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(SIAE) DEPUIS 2012.

APPUI AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (SIAE)

Le soutien aux SIAE s'est traduit par l'octroi de 74 500 € avec un effet levier de 46 000 € de l'État. Est Ensemble est membre du Conseil départemental d'Insertion par l'activité économique et finance la tête de réseau Inser'Eco 93 dont le siège est depuis 2015 dans la maison de l'emploi à Pantin.

UN PLAN D'ACTION HANDICAP POUR METTRE TOUTES LES PARTIES PRENANTES DANS LA DYNAMIQUE

Pour la troisième année, Est Ensemble, le Club FACE Seine-Saint-Denis et Cap emploi ont mené un plan d'action avec quatre temps forts : la sensibilisation d'une vingtaine d'entreprises du territoire chez BNP Paribas Securities Services et de 25 prescripteurs, un forum qui a rassemblé les 11 ESAT et Entreprises adaptées du territoire sur le thème « achetons responsable » et un handicafé qui a permis à 43 personnes de bénéficier d'entretiens de recrutement auprès de douze entreprises et le recrutement de huit d'entre elles.

**POLITIQUE
DE LA VILLE**

&

**ACCÈS
AU
DROIT**

Est Ensemble met en œuvre la politique de la ville envers les quartiers urbains en difficulté et assure les dispositifs d'accès au droit.

POLITIQUE DE LA VILLE

LE CONTRAT DE VILLE

Le 28 mai 2015, Est Ensemble, ses 9 villes membres, l'État et de nombreux partenaires ont signé le nouveau Contrat de ville. Celui-ci les engage pour un ensemble d'actions concertées en faveur des 19 quartiers les plus défavorisés.

La loi du 21 février 2014 portant réforme de la Politique de la ville confie aux établissements publics de coopération intercommunale la responsabilité d'élaborer les nouveaux contrats de ville pour la période 2014/2020 et d'établir, annuellement, l'appel à projets et la programmation des actions à financer, en partenariat avec leurs villes membres et les services de l'Etat compétents. Cette loi s'inscrit, également, dans une refonte de la géographie prioritaire à l'initiative de l'Etat, refonte qui a conduit à étendre le périmètre de cette dernière sur le territoire. Près de 40 % de la population d'Est Ensemble, soit 152 000 habitants, sont ainsi potentiellement bénéficiaires d'une action financée en politique de la ville.

L'année 2015 a donc été une année de transition qui amorce les modalités de travail qui seront en vigueur jusqu'en 2020. Malgré de nombreuses incertitudes, Est Ensemble s'est engagé dès décembre 2014 dans la démarche de préparation de la programmation du Contrat de ville 2015. En concertation avec les Services de l'Etat, l'Appel à projets 2015 a été diffusé le 19 décembre afin de répondre dans les meilleurs délais possibles aux attentes des bénéficiaires potentiels.

Cet appel à projet porte sur les axes et thématiques stratégiques retenus par le Contrat de ville comme structurants pour les populations, à savoir :

- Citoyenneté, lien social, intégration
- Éducation
- Emploi, insertion, formation, développement économique
- Prévention de la délinquance, sécurité & tranquillité publique
- Santé
- Habitat et cadre de vie

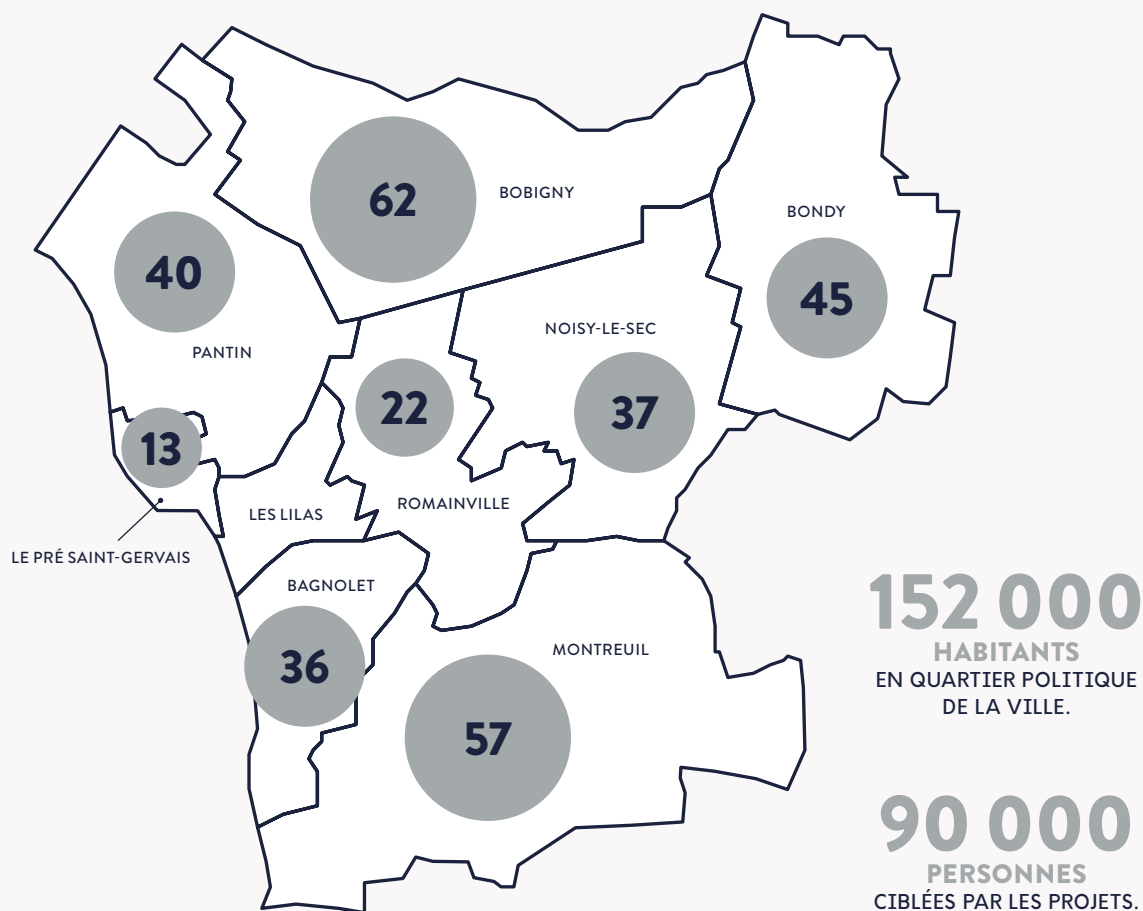
Au total, 532 projets ont été déposés par les porteurs de projets, sur l'ensemble des 8 Villes et à l'échelle intercommunale pour le volet emploi et les actions communautaires. Le coût total des projets présentés s'élève à 21,6 M€. La demande de subvention dans le cadre de l'Appel à projet contrat de ville s'élève à plus de 5 M€. Plus précisément :

- 4,1 M€ sont demandés à l'Etat (Commissariat général à l'égalité des territoires), hors Programme de réussite éducative (PRE)
- 1,6 M€ à Est Ensemble

Par ailleurs, 946 700 € sont sollicités au titre du Droit commun de l'Etat, et 3,8 M€ au titre du droit commun des Villes.

L'enveloppe globale de la part État a été abondée en 2015 pour atteindre 4 311 912 €, avec les PRE inclus, et pour l'ensemble du territoire d'Est Ensemble. Cela constitue un supplément de 571 272 € par rapport à 2014 (+15 %). L'enveloppe globale de la part Est Ensemble s'élève 753 000 € dont 266 000 € pour le Volet emploi et 487 k€ répartis entre les Villes pour les autres thématiques.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR VILLE



Ce dernier montant a été obtenu sur la base d'une moyenne des financements octroyés par chacune des Villes ces deux dernières années aux porteurs de projets (hors valorisation Villes).

RÉPARTITION DES PROJETS PAR VILLE

Les projets se répartissent de la manière suivante sur la communauté d'agglomération :

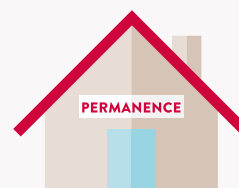
On trouve le plus grand nombre de projets à Bobigny ou encore à Montreuil. Ce sont ces deux villes qui regroupent le nombre d'habitants en Quartier Politique de la Ville le plus élevé (33 000 à Montreuil et 35 600 à Bobigny).

À ces projets répartis par ville s'ajoutent des actions à l'échelle de l'intercommunalité : les 60 projets « emploi, formation, insertion développement économique » et les 8 actions communautaires.

PUBLIC TOUCHÉ

Au total, 90 000 personnes environ sont ciblées par les actions, soit plus d'un habitant en Quartier Politique de la Ville sur 2. Ce nombre très élevé est notamment lié à plusieurs projets qui ciblent un public très large. Par exemple, le projet « Bajo Plage » vise à lui seul plus de 20 000 personnes.

Parallèlement à ce travail sur la programmation 2015, cette année a aussi été l'occasion de lancer une réflexion sur l'articulation villes-agglomération sur l'ingénierie de la politique afin de prendre acte des conséquences de la loi NOTRe qui confie à l'échelle intercommunal le pilotage de la politique de la ville. Ce travail se concrétisera en 2016.



17 658

PERSONNES
ACCUEILLIES DANS LES LIEUX
D'ACCÈS AU DROIT
ET 9 603 PERSONNES ACCUEILLIES
EN PERMANENCES.

ACCÈS AU DROIT

Est Ensemble exerce une compétence sur l'accès au droit depuis 2011. Cette compétence concerne les équipements labélisés par le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) placé sous la présidence du Président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny.

8 équipements sont labélisés sur notre territoire : Une Maison de Justice et du Droit (MJD) à Pantin qui accueille des consultations juridiques et des représentants de l'institution judiciaire (ex : Délégués du Procureur) et 6 Points d'Accès au Droit (PAD) n'accueillant que des consultations juridiques : le Pré Saint-Gervais, Noisy-le-Sec, Montreuil centre-ville, Montreuil annexe, Bondy, Les Lilas.

Cela représente pour le budget d'Est Ensemble 215 000 € des prestations juridiques, auxquels s'ajoutent les frais de fonctionnement et le salaire de quatre fonctionnaires (3 agents d'accueil, 1 coordinatrice).

Le délai d'attente pour prendre un RDV varie selon les PAD de quelques jours à deux semaines. Pour éviter la déperdition du public (personne ayant pris Rdv mais ne se présentant pas) les agents d'accueil évite de donner des Rdv plus de 2 semaines à l'avance. La bonne communication entre les agents d'accueil des PAD permet une redirection rapide du public en cas de surcharge d'une permanence.

DOMAINES D'INTERVENTION

Les Points d'Accès au Droit et la Maison de Justice et du Droit d'Est Ensemble offre au public un large panel de permanences juridiques couvrant efficacement l'ensemble des questions posées. Certaines permanences sont assurées par des prestataires qui interviennent dans le cadre d'un marché de permanence juridiques : droit des victimes, avocat généraliste, droit de la consommation et du surendettement, écrivain public, droit de la famille, droit du logement, droit du Travail, droit des étrangers et médiation familiale. Parallèlement des permanences sont assurées dans chacun des PAD et à la MJD par des juristes généralistes du Conseil Départemental d'Accès au Droit (CDAD).

Enfin certaines permanences sont assurées par des bénévoles : Délégué du défenseur des droits, Conciliateur de justice, Notaires, écrivains publics, permanence de droit du handicap, permanences de droit des étrangers par la Cimade.

**CULT-
URE**

Est Ensemble assure la gestion de 21 équipements d'intérêt territorial, regroupés en 3 réseaux : le réseau des cinémas, le réseau des établissements d'enseignements artistiques et le réseau des médiathèques. 600 agents ont œuvré quotidiennement en 2015 pour favoriser l'égalité des chances et l'égalité d'accès à la culture, et contribuer au rayonnement culturel du territoire.



CINÉMA LE TRIANON À ROMAINVILLE.



ENVIRON
407 578
ENTRÉES

EN SÉANCES PUBLIQUES ET
DÉDIÉES DANS LES CINÉMAS.

L'année 2015 a été marquée par une dynamique de projets dans les domaines de la diffusion cinématographique, de l'enseignement artistique – musique, danse, théâtre, arts plastiques – et de la lecture.

ÉLARGIR LES PUBLICS

Les agents des bibliothèques, des cinémas et des conservatoires œuvrent en faveur de l'égalité des chances et d'accès aux pratiques culturelles. Ils travaillent à l'élargissement des publics, notamment ceux non-habitués des pratiques culturelles, en développant l'accompagnement, et la médiation culturelle.

POUR LA DIFFUSION CINÉMATOGRAPHIQUE :

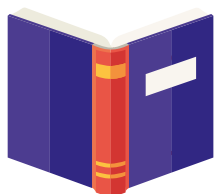
- Développer les missions de médiation culturelle et accompagner la montée en puissance des activités éducatives.
- Renforcer la recherche de nouveaux publics et augmenter leur circulation entre les salles de cinéma.

En 2015, 90 conventions tarifaires avec des écoles, des collèges, des lycées, des centres de loisirs et des associations d'insertion ont été signées. Ces conventions ont pour objectif l'élargissement des publics en offrant l'opportunité d'accéder au patrimoine cinématographique au plus grand nombre. Les conventions tarifaires facilitent ainsi les conditions d'achats des billets par les structures ayant une vocation d'insertion économique et sociale, les structures d'enseignement, etc.

POUR L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE :

- Développer le réseau dans un contexte territorial, social et économique
- Renforcer les enseignements artistiques au cœur d'un projet commun
- Fixer des objectifs pédagogiques, artistiques et administratifs ambitieux

L'année 2015 a permis la rédaction et l'adoption du projet d'établissement 2015-2022 du réseau des conservatoires d'Est Ensemble. De plus, une demande de classement du réseau des conservatoires en conservatoire à rayonnement départemental a été déposée auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France.



933 510

PRÊTS
DANS LES BIBLIOTHÈQUES.

POUR LA LECTURE PUBLIQUE :

- Développer des missions de médiation et d'actions culturelles
- Améliorer les conditions d'accueil des publics, en les adaptant aux rythmes de la vie
- Développer le réseau en visant un meilleur maillage territorial et une offre proche des adolescents

Les mois de mai, juin et juillet 2015 ont été consacrés à la manifestation « Opération révisions ». Ce projet s'est déroulé dans l'ensemble du réseau des bibliothèques d'Est Ensemble afin d'aider les collégiens et les lycéens à préparer le brevet et le baccalauréat.

Des places supplémentaires et des postes informatiques avec accès réservés ont été prévus pour accueillir les élèves. Des annales, des ouvrages en lien avec le programme et des ressources numériques étaient à disposition des usagers. Une aide aux révisions et un accompagnement scolaire avec des professeurs et des bénévoles étaient également organisés.



BIBLIOTHÈQUE FRANÇOIS MITTERRAND
AU PRÉ SAINT-GERVAIS.

L'ORCHESTRE DÉMOS

Est Ensemble participe activement à la 3ème phase du dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale. L'année 2015 a permis la création d'un orchestre Démos Est Ensemble regroupant 7 groupes de 15 enfants issus de relais locaux des villes de Bagnole, Bobigny, Bondy, Pré Saint-Gervais, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville. Le projet, coordonné par La Cité de la Musique – Philharmonie de Paris, vise les quartiers de la politique de la ville. Il permet à des enfants ne possédant pas le capital culturel, social ou économique de se familiariser avec une pratique musicale et d'intégrer à l'issue des 3 ans les conservatoires d'Est Ensemble.



AMÉLIORER L'OFFRE CULTURELLE

Les équipements culturels contribuent à la stratégie d'Est Ensemble dans le projet métropolitain : les actions mises en œuvre permettent l'accès à l'excellence à tous les habitants d'Est Ensemble et de faire d'Est Ensemble un territoire culturellement attractif.

POUR LA DIFFUSION CINÉMATOGRAPHIQUE :

- Soutenir la programmation art et essai des salles de cinéma
- Valoriser l'excellence de la programmation et les spécificités événementielles (festivals)
- Développer la formation des usagers et les dispositifs d'éducation à l'image

Est Ensemble a organisé pour la deuxième fois un festival commun à tous les cinémas d'Est Ensemble. Le Festival Reprises a eu lieu pour sa seconde édition durant l'été 2015, du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre. Ce festival a offert l'opportunité aux spectateurs de voir ou revoir durant l'été 7 films qui ont marqué l'année en cours.



6 300
ÉLÈVES INSCRITS
DANS LES CONSERVATOIRES.

POUR L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE :

- Poursuivre des projets de pratique musicale et orchestrale en direction des publics du champ social
- Sensibiliser les publics non-habitués au répertoire de la musique classique
- Conquérir de nouveaux publics et expérimenter de nouvelles pratiques pédagogiques en élargissant le rôle des conservatoires

POUR LA LECTURE PUBLIQUE :

- Remettre à niveau l'offre des bibliothèques, tous supports confondus
- Remettre à niveau l'équipement informatique et numérique et le développement des ressources (ressources en ligne, nouveaux supports de lecture, tablettes, etc.)
- Mutualiser les moyens dans le domaine de la gestion mais également de l'action éducative et culturelle

Les bibliothèques d'Est Ensemble ont bénéficié de remise à niveau en matière d'informatisation. En effet, les bibliothèques de Pantin possèdent désormais un portail en ligne.

Des acquisitions de tablettes numériques ont été effectuées pour les bibliothèques de Montreuil. Une étude sur la réinformatisation des bibliothèques et l'installation de 7 groupes de groupes de travail thématiques ont été mises en place.

**SP-
ORTS**

Est Ensemble assure la gestion de 11 piscines existantes sur les 9 communes. La collectivité œuvre ainsi pour mettre en cohérence les politiques de développement de la natation des villes, améliorer la qualité de l'offre et sa répartition sur le territoire communautaire.

POURSUITE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA NATATION

Les piscines d'Est Ensemble ont accueilli en 2015, **237 000 PASSAGES D'ÉLÈVES** soit 650 passages de plus qu'en 2014 dans un contexte marqué par des restrictions de déplacements des scolaires suite aux attentats de janvier et novembre 2015.

Une des missions essentielles des piscines est l'accueil de scolaires dans le cadre de l'enseignement du savoir-nager aux enfants. Ce savoir-nager est en effet une des conditions essentielles du développement psychomoteur de l'enfant. Pour Est Ensemble il convient de favoriser la continuité des apprentissages pour assurer à tous les élèves les compétences indispensables à la maîtrise de leur sécurité.

Aussi, en accord avec l'Éducation nationale qui a la responsabilité pédagogique de cet enseignement, un projet pédagogique commun a été défini pour l'année scolaire 2013/2014 sur la base suivante :

- Toutes les piscines proposeront un cursus d'apprentissage aux CE2, CM1 et CM2.
- Le nombre de séances ne peut être inférieur à trente séances, sur trois niveaux.
- La séance ne peut être inférieure à 40 mn et ne peut excéder les 45 mn effectives (dans l'eau).

Les enfants n'étant pas en capacité de réussir le test 2 de l'Éducation nationale sont orientés, en lien avec la municipalité du lieu de l'école, vers un accueil collectif de mineurs ou autre structure municipale, leur offrant la possibilité de participer à un stage d'apprentissage des techniques de nage durant les petites vacances scolaires à raison d'une heure par jour.

- Les groupes sont constitués de huit enfants maximum sous la responsabilité d'un MNS et accompagné de l'animateur du centre de loisirs impérativement dans l'eau.
- L'activité est totalement gratuite (hors inscription à l'accueil collectif de mineurs à voir avec la commune).
- Les enfants devront être capables dans un premier temps de réussir le test du code des familles permettant la pratique d'activités nautiques puis la première partie du « sécu'nage »

Quatre villes restent à inclure au dispositif et le seront à partir des vacances de printemps (Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Romainville et Pantin).



806 000
BAIGNEURS
 ONT FRÉQUENTÉ LES PISCINES
 D'EST ENSEMBLE EN 2015,
 DONT **85 000 BAIGNEURS**
 EN JUILLET-AOÛT.



COURS DE NATATION, PISCINE JEAN GUIMIER À ROMAINVILLE.

L'ACCUEIL DES ASSOCIATIONS ET CLUBS

Les clubs de natation de l'agglomération et certaines associations sportives font l'objet d'une mise à disposition gracieuse de créneaux qu'ils soient affiliés ou non à une fédération. Ce sont ainsi 90 conventions de mise à dispositions qui ont été signées pour la saison 2014-2015 toutes associations confondues. Et 5 500 nageurs de plus qu'en 2014 ont fréquenté les piscines soit 200 000 passages.

**SAISON ESTIVALE 2015 :
85 000 BAIGNEURS
EN 2 MOIS, 20 000
DE PLUS QUE 2014**

La saison estivale 2015 a été marquée par une canicule et un mouvement de grève du personnel des piscines. La fermeture de la quasi-totalité des équipements pour arrêt technique et vidange les 15 derniers jours de juin a justifié la frustration et le mécontentement des usagers qui n'ont pu se baigner en ce début d'été. La fréquentation a malgré tout augmenté de 47 % durant les mois de juillet et août par rapport à l'été 2014. De fait, les arrêts techniques se feront désormais, dans la mesure du possible, lors des 15 premiers jours de septembre. Sur cette période nos piscines étant moins fréquentées, les usagers seront moins pénalisés.

L'ACCUEIL DU PUBLIC

Les tarifs des piscines marquent le volontarisme d'Est Ensemble en direction des personnes les plus défavorisées avec de nombreuses réductions, pour les jeunes de moins de 25 ans, les chômeurs, les retraités, et la gratuités des entrées pour les personnes porteuses de handicap et les personnes bénéficiant des minimas sociaux.

La tarification uniformisée et simplifiée est largement plébiscitée par les usagers.

La mise en place au 1^{er} janvier 2015 d'une tarification spécifique durant la pause méridienne répond à une pratique limitée dans le temps et contrainte par les obligations professionnelles.

24 404 PERSONNES ont bénéficié du tarif à 2€ de la pause méridienne durant les 62 heures d'ouverture hebdomadaire sur l'ensemble des piscines.

Le pass-agglo mis en service le 1^{er} janvier 2013 est un franc succès et permet aux habitants du territoire éligibles de bénéficier de tarifs préférentiels. Près de 15 000 pass-agglo sont actifs à ce jour.



15 000
PASS AGGLO ACTIFS.



PISCINE JEAN GUIMIER À ROMAINVILLE.

RES- SOUR- CES HUMAINES

En 2015, Est Ensemble a continué la construction d'un socle de garanties pour les agents en matière de conditions de travail. La collectivité a adapté ses pratiques à l'évolution de la réglementation sur plusieurs points. Elle a enfin poursuivi son travail partenarial avec les villes-membres, en particulier en réunissant le groupe de travail des directions des ressources humaines dans le cadre du schéma de mutualisation pour la définition de pistes de coopération pour l'avenir.



ÉQUIPE DE LA PISCINE ÉDOUARD HERRIOT
À NOISY-LE-SEC.

Au quotidien, Est Ensemble assure la gestion de plus de 1 100 agents, tout en menant de nombreux chantiers en parallèle.

PAIE-CARRIÈRE

LES PRINCIPAUX DOSSIERS MIS EN ŒUVRE DANS L'ANNÉE :

- Mise à plat du dossier « évaluation » avec la mise en œuvre du Compte Rendu d'Entretien Professionnel annuel
- Mise à plat du dossier logements de fonction
- Abrogation de l'indemnité exceptionnelle
- Instauration d'un dispositif de don de jour de congé aux agents parents d'un enfant gravement malade
- Préparation de la transformation en Etablissement public territorial : indemnité des élus, collaborateurs de cabinet, collaborateurs de groupe, affiliations de tous nos partenaires institutionnels au nouvel établissement...

LES CHIFFRES CLÉS

3 381 ARRÊTÉS

2 026 COURRIERS
SORTANT

6 154 COURRIERS OU
DOCUMENTS ENTRANTS

GESTION DE **97** DÉPARTS
DONT **14** RETRAITES

EMPLOI-COMPÉTENCE

ÉTAT DES LIEUX DES RECRUTEMENTS 2015

- 85 recrutements permanents dont 15 pourvus en mobilité interne (2 jurys pour chaque recrutement).
- 90 recrutements en remplacement renforts non permanents hors demandes inopinées et service non fait.
- 4 emplois d'avenir.
- 47 saisonniers recrutés.
- 117 stagiaires accueillis.

FORMATION

- 39 sessions de formations organisées en interne pour 429 agents formés sur des thématiques diverses Hygiène et sécurité, bureautiques, Marchés public, intégration, entretien professionnel.
- Organisation en lien avec les villes Les Lilas, Bondy, Pantin d'une formation savoir de base cursus long d'une journée de formation par semaine pendant 6 mois.

HANDICAP

- 1 note de cadrage de la politique handicap et maintien dans l'emploi.
- 1 participation au handicapé Montreuil décembre 2015.
- 2 sessions de sensibilisation une au profit des agents de la DRH et une session tout agent lors de la semaine du handicap en novembre.
- 1 document reconnaissance de qualité de travailleur handicapé (RQTH) à disposition des agents.
- 2 prothèses auditives financées.
- 11 agents reclassés ou en cours suivis.

ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS PROFESSIONNELS MOBILITÉ

- 36 personnes accompagnées.
- 2 Accompagnements coaching Collectif avec cabinet extérieur.
- Rédaction de méthodologie d'intervention (charte, contrat, présentation).
- 10 Validation des acquis de l'expérience (VAE) financés.



AGENT DE COLLECTE.

VIE AU TRAVAIL

DIALOGUE SOCIAL

- Groupes de travail avec les organisations syndicales (Risques psycho-sociaux, règlement intérieur des instances), et suite à préavis de grève.
- Recensement des panneaux d'affichage syndical.
- Construction d'un outil de suivi des absences syndicales et grèves.

LES CHIFFRES CLÉS

COMITÉ TECHNIQUE :

9 SÉANCES, SOIT 42 POINTS
AUX ORDRES DU JOUR: 32 POINTS
POUR AVIS ET 10 POINTS POUR
INFORMATIONS, APPROBATION
DES PV EXCLUES.

COMITÉ D'HYGIÈNE,
DE SÉCURITÉ ET DES
CONDITIONS DE TRAVAIL
(CHSCT) :

5 SÉANCES, SOIT 19 POINTS
AUX ORDRES DU JOUR: 8 POINTS
POUR AVIS ET 11 POINTS POUR
INFORMATION, APPROBATION
DES PV EXCLUES.

PRÉVENTION DES RISQUES

- Création du réseau des relais de prévention (50 relais).
- Création du Registre SST (50) + Groupes de travail.
- Co-construction et mise en œuvre formation hygiène et sécurité (SST, PSE1, PSC1, Sécurité incendie, habilitation électrique).
- Préparation de la démarche document unique.
- Plan d'action sur les risques psycho-sociaux.
- Traitement des signalements du CHSCT, des encadrants, des agents.
- Réflexion sur la gestion des demandes d'aménagement de poste.

LES CHIFFRES CLÉS

1 INSPECTION ACFI
(UTS MONTREUIL).

1 VISITE DE SITE CHSCT
(CINÉMA LE MÉLIÈS).

13 JOURNÉES DE TIERS-TEMPS AVEC LA MÉDECINE PRÉVENTIVE ET ESTI (TRAVAIL SUR RISQUES DIVERS, PROJETS PRÉVENTION, ÉTUDES DE POSTE...).

SANTÉ

- Refonte des procédures.
- Rattrapage arrêts maladies 2014 avec l'assurance statutaire SOFCAP.
- Optimisation des visites médicales.
- Suivi alternatif à la médecine préventive (expertises médicales, rencontres des agents).
- Expérimentation du module visites médicales et accident du travail sur Ciril.
- Installation d'armoires à pharmacie, trousse de secours véhicules DPVD.

LES CHIFFRES CLÉS

5 COMMISSIONS PLURIDISCIPLINAIRES

AVEC LE MÉDECIN DE PRÉVENTION ET L'ASSISTANTE SOCIALE.

4 VISITES MÉDICALES AGRÉÉES (DONT EXPERTISE) À NOTRE CHARGE DILIGENTÉES PAR EST ENSEMBLE ET **3 EXPERTISES** À NOTRE CHARGE (HORS ASSURANCE).

39 EXPERTISES SUITE À ACCIDENT DU TRAVAIL.

10 CONTRE-VISITES MÉDICALES (MALADIE ORDINAIRE) POUR LES TITULAIRES ET **3 CONTRE-VISITES** POUR LES NON TITULAIRES.

66 ACCIDENTS DU TRAVAIL, MALADIES PROFESSIONNELLES DÉCLARÉS POUR LES TITULAIRES ET **19** POUR LES NON TITULAIRES.

7 SAISINES DE LA COMMISSION DE RÉFORME.

13,5 JOURNÉES DE CONSULTATIONS ESTI.

17,5 JOURNÉES DE CONSULTATIONS DISPENSÉES PAR LE MÉDECIN DE PRÉVENTION ET **10 JOURNÉES POUR LES MAÎTRES-NAGEURS SAUVETEURS** (MNS) DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE.

ACTION SOCIALE

- Expérimentation de l'automatisation des données de mutuelle pour la paye.
- Mise en place du portage de repas par Baluchon pour les agents de la DPVD.

LES CHIFFRES CLÉS

5 CONVENTIONS

SIGNÉES EN 2015 (BAR DES USINES, TECHNICENTRE SNCF, LA POPOTE COOP, RESTO BAR DU TRIANON ET LE VERTIGO).

39 AGENTS ONT ADHÉRÉ À LA MUTUELLE EN 2015.

89 AGENTS ONT ADHÉRÉ À LA PRÉVOYANCE EN 2015.

9 PERMANENCES D'ACTION SOCIALE ONT EU LIEUX EN 2015.

**BÂTI-
MENTS**

Est Ensemble a pour objectifs la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements culturels, sportifs et de « politique de la ville » d'intérêt communautaire issus du transfert des compétences ainsi que les bâtiments de l'administration communautaire. Pour cela, la collectivité assure le suivi en maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée des opérations en construction ou en rénovation, ainsi que la prospective pour aide à la décision ; l'aménagement, l'entretien et l'exploitation technique du patrimoine existant.

OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION

Est Ensemble a continué à assurer en délégation de maîtrise d'ouvrage le suivi des 2 chantiers commencés en 2013, le Conservatoire de Noisy-le-Sec et la piscine écologique de Montreuil. Le cinéma Méliès à Montreuil ayant été livré en juillet 2015, Est Ensemble assure depuis la réception, la maintenance de ce dernier. Dans ce cadre, Est Ensemble a animé les comités techniques et de pilotage permettant d'opérer le suivi financier et technique de l'opération, la saisine des conseils juridiques dans le cadre des pré-contentieux, la préparation de la future exploitation, et l'orchestration des contraintes liées à la livraison.



CHANTIER DE LA PISCINE ÉCOLOGIQUE DE MONTREUIL.

LES OPÉRATIONS SUIVIES PAR AILLEURS SONT :

1. Le chantier du Conservatoire de Romainville.
2. La faisabilité technique et financière pour la construction d'une école de musique pour la ville du Pré Saint Gervais, un programmiste a été désigné.
3. En co-maîtrise d'ouvrage avec la ville de Pantin, pour la partie concernant la bibliothèque de l'équipement des Courtillières, rédaction du programme et du dossier de consultation des concepteurs (concours).
4. Les études de diagnostic et de faisabilité en support d'aide à la décision pour le conservatoire Pablo Néruda de Bagnolet.

La reprise de la maintenance et la connaissance approfondie du patrimoine a permis d'identifier le programme de travaux nécessaires pour la mise en conformité aux normes et l'amélioration des conditions d'accueil et de fonctionnalité. Certains équipements ont été identifiés comme nécessitant une refonte complète des espaces (bibliothèque Mitterrand au Pré Saint-Gervais, bibliothèque de Bondy).

L'agenda d'accessibilité programmé (ADAP) a été déposé en préfecture pour un engagement de travaux à réaliser sur 6 ans. Ces travaux d'accessibilité accompagneront les travaux d'amélioration des locaux prévus en pluri annuel. En ce qui concerne les fluides, suite à l'état des lieux des consommations et d'abonnement afin d'identifier les sources possibles d'économie, des interventions de rénovation et de remplacement de chaudières ont été menées ainsi que la signature de contrats d'énergie verte.

78 000 M²

À ENTREtenir, RÉPARTIS SUR UNE CINQUANTAINE D'ÉQUIPEMENTS, DONT 11 PISCINES, 7 BIBLIOTHÈQUES, 8 CONSERVATOIRES ET MAISONS DE MUSIQUE, 6 CINÉMAS, 2 MAISONS DE L'EMPLOI, L'HÔTEL QUADRIUM, LES 2 UNITÉS TERRITORIALES ET LES DEUX DÉCHÈTERIES.



3 799 800 €

D'INVESTISSEMENT
SUR LES ÉQUIPEMENTS EXISTANTS.

BIBLIOTHÈQUES

BIBLIOTHÈQUE ROBERT DESNOS À MONTREUIL

Préparation de la troisième tranche de travaux par la réalisation des études nécessaires pour la transformation de l'appartement de fonction en bureaux, mise en conformité sécurité incendie des locaux de réserves situés en sous-sol, changement du système de sécurité incendie qui est obsolète.

BIBLIOTHÈQUE ANNEXE DANIEL RENOULT À MONTREUIL

Études et travaux pour la rénovation complète des espaces avec une livraison prévue pour 2016.

BIBLIOTHÈQUE ELSA TRIOLET À PANTIN

Deuxième tranche de travaux consistant en la réfection des sanitaires publics et personnels, ainsi que des espaces dédiés aux agents.

BIBLIOTHÈQUE DE BONDY À BONDY

Première tranche de travaux pour l'aménagement de bureaux supplémentaires pour l'administration visant à améliorer les conditions de travail des agents de la section adulte.

CONSERVATOIRES

CONSERVATOIRE DE BONDY

Première tranche des travaux de rénovation par le changement de la couverture et la réparation de la charpente.

CONSERVATOIRE DE BAGNOLET

Suite aux résultats de l'étude de faisabilité, lancement du projet pour l'aménagement de locaux désaffectés en salles de percussion et batterie (études préalables, techniques et acoustiques, chiffrage et prescriptions de travaux).

CONSERVATOIRE DE PANTIN

Continuité campagne de rénovation des salles (2).

CONSERVATOIRE DES LILAS

Isolation des combles.

PISCINES

PISCINE BEAUFORT À BONDY

Changement des armoires électriques en sous-sol pour mise en conformité aux normes, lancement études pour la rénovation des installations de traitement d'air et de ventilation.

PISCINE JEAN GUIMIER À ROMAINVILLE ET PISCINE FERNAND BLANLUET AU PRÉ SAINT-GERVAIS

Continuité Rénovation des systèmes d'ouverture des toitures coulissantes des piscines : actions à compléter en 2016.

PISCINE MULINGHAUSEN AUX LILAS ET PISCINE JACQUES BREL À BOBIGNY

Évaluation technique pour présentation d'un pluri annuel d'entretien et de rénovation des piscines, ainsi que propositions de montage d'opération (CREM).



RESTAURANT LE VERTIGO AU CINÉ 104 À PANTIN.

CINÉMAS

CINÉMA ANDRÉ MALRAUX À BONDY

Première tranche de travaux de rénovation, consistant en la rénovation de la salle (éclairages et sols), mise en place d'une alarme incendie pour protéger les locaux, ainsi que la rénovation des sanitaires publics.

CINÉMA 104 À PANTIN

Livraison de l'espace de restauration, création de bureau en régie pour améliorer les conditions de travail.



ÉQUIPEMENTS ÉCONOMIQUES ET HÔTEL D'AGGLOMÉRATION

ATRIUM-PÉPINIÈRE À MONTREUIL

Aménagement d'une salle de co-working, travaux de remplacement du système luttant contre l'intrusion, mise en place de chauffage dans un atelier.

MAISON REVEL À PANTIN

Lancement études pour la création d'ateliers de céramique.

SÉCURISATION QUADRIUM À ROMAINVILLE

Diagnostics, études et travaux de rénovation des systèmes de lutte contre l'intrusion.

MOYENS
GÉNÉ-
RAUX

L'enjeu principal est de fournir à l'ensemble des agents et équipements transférés un niveau de service au moins équivalent au niveau avant transfert, à moyens constants.



PRINCIPALES RÉALISATIONS

DOTER LES SERVICES DE MOYENS NOUVEAUX ET INNOVANTS

Afin de permettre aux services de fonctionner au quotidien, Est Ensemble décline les grandes orientations politiques de la collectivité dans ses actions quotidiennes.

En matière de déplacements, l'orientation principale a consisté à ajuster le volume du parc de véhicules en libre-service aux besoins des utilisateurs. Pour réduire les coûts d'immobilisation, la réduction du nombre de véhicules s'est traduite par la **VENTE AUX ENCHÈRES** de 5 véhicules légers. En parallèle a été proposée aux agents la possibilité d'utiliser les transports en commun pour leurs déplacements professionnels sur les lieux desservis par ces derniers (métro en particulier), en mettant à disposition des tickets pris en charge par l'établissement public. Ces mesures s'inscrivent pleinement dans les orientations visant à réduire l'impact environnemental des déplacements professionnels.

Côté innovation, 2015 a vu se mettre en place la première brique d'une Gestion de la relation aux citoyens, dont la première application a été installée au Télé-accueil qui gère les numéros verts Infos déchets et Infos Assainissement. Finis les tableaux, les fiches mises à jour manuellement, transmises du télé-accueil aux services opérationnels chargés de la mise en œuvre (remplacer un bac, enlever un tas sauvage signalé, etc.). L'application permet de retrouver très vite la demande de l'utilisateur, savoir où elle en est et lui répondre en cas de nouvel appel.

ORIENTATIONS

• **OFFRIR UNE INTERFACE UNIQUE DE SERVICES AUX CLIENTS INTERNES**, couvrant tous les besoins liés au fonctionnement courant permettant d'exercer leur activité :

- en mettant à disposition les moyens de communication et outils informatiques nécessaires (des serveurs lourds aux clients légers, du réseau en fibre à la téléphonie mobile).
- en fournissant les conditions matérielles de fonctionnement courant (fourniture directe de matériel et de prestations).
- en permettant une circulation des agents et des flux entre les différentes entités.
- en donnant les moyens aux services de pourvoir aux besoins spécifiques à leur activité.

• **OPTIMISER LES MOYENS DE FONCTIONNEMENT POUR GARANTIR LE NIVEAU DE SERVICE**, une qualité constante incluant la continuité de fonctionnement, garantir l'adaptabilité des moyens employés pour répondre aux exigences économiques de réduction des coûts, aux orientations politiques de minimisation des impacts écologiques et de prise en compte de la dimension sociale.



MODERNISER LES MÉTHODES ET LES OUTILS DE TRAVAIL

Dans le domaine des achats, les expérimentations de l'année précédente ont donné lieu à une mise en œuvre opérationnelle : en 2015 ont été adoptées les premières conventions constitutives de groupements d'achat, avec les villes ou organismes volontaires (CCAS). Les premiers appels d'offres porteront sur les fournitures de bureau, le papier et enveloppes, et les consommables d'impression, pour un montant estimé à près de 300.000€, et des gains espérés entre 10 à 15 % sur les principaux articles.

Dans la lignée du Forum Entreprises et THD de 2014, la DMG a poursuivi son action d'interface entre les acteurs en matière de Très haut Débit sur le territoire. En facilitant l'action des opérateurs privés, Est ensemble et les villes ont permis au territoire de bénéficier d'une couverture en THD (fibre optique) vers l'habitant proches de 100 % dans plusieurs villes (Romainville, le Pré Saint-Gervais...). Est Ensemble a par ailleurs participé aux travaux relatifs au volet numérique du projet porté par la SGP², ou présenté son action en matière de THD devant les membres de l'Avicca³.

2015 a vu aussi aboutir le projet d'équipement des piscines d'un logiciel de caisse unique, permettant une gestion harmonisée, occasion de renouveler voire d'équiper avec du matériel moderne toutes les caisses des stades nautiques.

²
La Société du Grand Paris est un établissement public créé par l'État pour réaliser le nouveau métro automatique du Grand Paris. Elle pilote le projet Grand Paris Express, réseau de transport à l'échelle métropolitaine.

³
Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS ET LE SERVICE AUX USAGERS

En matière de conditions de travail, un travail important a été réalisé auprès des équipements et des agents pour élaborer un cahier des charges unifié en matière de prestations de nettoyage des locaux. Pour la première fois les prestations ont été harmonisées, par type d'équipement, et par nature de locaux, avec des économies d'échelle attendues en 2016. Le nombre d'équipements gérés directement par Est Ensemble double par rapport à 2014, la surface traitée représente plus de 20 000 m² de locaux, pour un montant d'environ 650 000 €.

En matière de conditions d'accueil des agents et des usagers, la DMG a harmonisé les règles d'occupation temporaire du domaine public et fait adopter des tarifs communs pour les redevances. Cela a permis un appel à concurrence pour renouveler l'ensemble du parc de distributeurs de boissons présents dans les équipements ou les bâtiments administratifs, et les distributeurs d'articles de natation dans les piscines.

Enfin, en matière d'accès au réseau et aux outils logiciels, de nouvelles liaisons en fibre optique sont venues compléter le réseau communautaire : l'hôtel de ville de Bobigny, l'hôtel de ville de Bondy et les équipements qui lui sont reliés (Conservatoire, Cinéma André Malraux). De même la piscine de Romainville a été reliée en employant particulier : le tracé du tramway a imposé la réalisation d'un forage dirigé, sans ouverture de la chaussée sur sa longueur, avec un enfouissement des câbles optiques à plus de 6 mètres sous la chaussée (contre 60 à 80 cm sous trottoir en général).

Enfin, l'action d'Est Ensemble pour améliorer des conditions de travail des agents (et des usagers) s'est traduite par l'installation de mobilier neuf dans une quinzaine d'équipements, bibliothèques, piscines ou cinémas. Cette attention aux conditions de travail passe aussi par l'équipement des lieux de convivialité et de restauration du personnel, ou le renouvellement des appareils : lave-linge des piscines, réfrigérateurs, fours micro-ondes, et de nombreuses cafetières et bouilloires dans près de 10 sites différents. Particularité, les unités techniques ont bénéficié de l'installation d'une armoire à clés semblable à celle de l'Hôtel d'agglomération.

COM-
MUNI-
CA-
TION

Au cours de l'année 2015, la communication d'Est Ensemble a continué d'être mise au service des habitants et du développement du territoire.

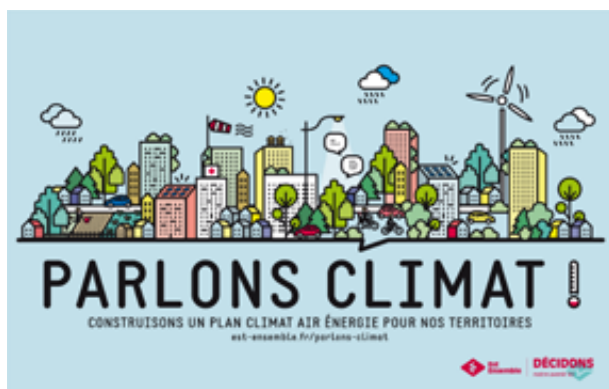


En premier lieu, il s'est agi d'accompagner au quotidien l'exercice des compétences opérationnelles, dans une logique de facilitation de l'accès au service public.

Chaque secteur d'intervention de la communauté d'agglomération a été concerné, depuis les services à la population (exemples : campagnes print pour chacun des événementiels d'Est Ensemble en matière d'emploi, ou campagne d'accompagnement du changement des règles de collecte des encombrants à Montreuil au printemps) jusqu'aux champs plus partenariaux ou « B2B » (exemples : réalisation d'un nouveau document destiné aux créateurs d'entreprises du territoire, ou relais de la démarche d'appel à manifestations d'intérêt en vue des occupations éphémères de la Plaine de l'Ourcq).

PLUSIEURS PROJETS DE PORTÉE STRATÉGIQUE ONT ÉTÉ ACCOMPAGNÉS, PARMIS LESQUELS :

- **LE PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL** (campagne au long cours « Parlons climat ! » et préparation de l'événement du 20 novembre, finalement annulé à la suite des attentats de Paris et Saint-Denis).



- **LE PLAN LOCAL DE DÉPLACEMENTS**, qui a entre autres fait l'objet de la publication d'une brochure et d'une exposition en accompagnement de l'enquête publique de l'automne.
- **LE PROJET DE TERRITOIRE**, qui a donné lieu à plusieurs publications, notamment celles d'un document « 15 questions pour un projet de territoire » suivie de l'édition du projet lui-même, dans la foulée de son adoption mi-décembre.

Dans le cadre de la poursuite d'un plan pluriannuel de déploiement de la signature visuelle de l'institution (afin de faciliter son identification et la « traçabilité » de ses compétences par les citoyens et les usagers, dans une logique de transparence de l'action publique), plusieurs projets ont été menés :

- **UN JINGLE DE 15 SECONDES** « Est Ensemble, 1^{er} réseau de cinémas publics de France » a été produit à l'automne et est désormais diffusé avant chaque séance dans les 6 cinémas / sur les 15 écrans publics du territoire.
- **UNE SIGNALÉTIQUE EXTÉRIEURE** Est Ensemble a été déployée sur une douzaine d'équipements publics, parmi lesquels le nouveau cinéma Le Méliès à Montreuil, à l'occasion de son ouverture à l'été 2015.
- **UNE NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE** d'Est Ensemble a été définie et son déploiement préparé, changement rendu nécessaire par la transformation de communauté d'agglomération en établissement public territorial au 1^{er} janvier 2016.



L'effort a également continué de porter en 2015 sur l'adaptation d'Est Ensemble à l'évolution des usages de la population en matière de consommation d'information. Dans ce cadre :

- la **PRODUCTION DE VIDÉOS** s'est accrue (une quinzaine de sujets produits)
- les **CONTENUS DU SITE EST-ENSEMBLE.FR** ont été substantiellement enrichis (ex. : création de pages individuelles de présentation de chaque équipement culturel)
- un **AGENDA NUMÉRIQUE** des événements culture-loisirs du territoire a été lancé, à la fois sous forme de base web crowdsourcée et de newsletter hebdomadaire « Temps Libre », sélection de 8 à 10 idées de sorties diffusée tous les jeudis
- plusieurs **AUTRES SUPPORTS DIGITAUX** ont été créés, entre autres dans le domaine culturel (ex. : création du site des bibliothèques d'Est Ensemble à Pantin, qui ne disposaient pas d'une exposition web suffisante).

Cet effort de production de contenus de qualité, conjugué à la présence active de comptes institutionnels d'Est Ensemble sur les 2 réseaux sociaux « dominants » (Facebook + Twitter) a permis d'élargir l'audience de la communauté d'agglomération. Cela s'est notamment traduit par une augmentation de +10 % du nombre de pages vues sur est-ensemble.fr.

Parallèlement, l'année a permis d'engager un début de réflexion sur l'ensemble de l'écosystème digital d'Est Ensemble, afin d'aller vers plus de cohérence et de synergies entre des supports encore trop disparates dans leurs formes et leurs politiques éditoriales.

Enfin l'année 2015 a été marquée par un début réorientation de la politique de communication interne d'Est Ensemble, afin de favoriser l'esprit d'appartenance à une « maison commune », d'encourager l'esprit collaboratif dans les équipes, de valoriser les métiers. Une première traduction a été la création, à l'automne, d'une newsletter interne diffusée avec les bulletins de salaire de l'ensemble des agents, à un rythme mensuel.

www.est-ensemble.fr



**Est
Ensemble**
Grand Paris